Sixième Année. Nos 1 & 2. Janvier-Février 1915

A NOS AMIS

La crise sans précédent qui est en train de fixer les destins de la France et du monde a eu sa répercussion sur la presse française : par suite de l'irrégularité des communications postales et des difficultés rencontrées pour se faire imprimer, un grand nombre de journaux et toutes les revues ont dû momentanément disparaître. La *Revue Antimaçonnique*, dont la plupart des rédacteurs sont mobilisés, a été obligée, elle aussi, de suspendre sa publication.

Elle reprend aujourd'hui son poste de combat, qu'il était impossible de laisser plus longtemps inoccupé. Plus que jamais, en effet — comme nous le prouvons plus loin —, la lutte antimaçonnique s'identifie avec la défense des intérêts supérieurs de la Nation. La Franc-Maçonnerie a mis et continue à mettre ces intérêts en péril : surveiller les agissements de la secte est donc pour nous un devoir patriotique.

Il dépend de nos amis de nous aider à remplir ce devoir, en nous en donnant les moyens matériels. Les circonstances actuelles ayant durement éprouvé beaucoup de nos abonnés, nous nous abstiendrons, pour le moment, de leur faire pré-

senter les quittances habituelles. *Nous n'en prions que plus instamment ceux de nos amis qui sont en état de renouveler leur abonnement de nous en faire parvenir le montant aussi tôt que possible.*

Le maréchal de Trivulce disait à Louis XII : « Pour faire la guerre, il faut trois choses : premièrement, de l'argent; deuxièmement, de l'argent; troisièmement, de l'argent ». Nous demandons à nos lecteurs de méditer cette parole et de se dire qu'il en est de la guerre antimaçonnique comme de la grande guerre : on ne la fait pas sans argent.

La Direction.

LE SAINT-SIÈGE

ET LA

“Ligue française Antimaçonnique”

L'ÉPOUVANTABLE tuerie qui se poursuit, depuis sept mois, non seulement sur la terre et sur la mer, mais encore dans les airs et au dessous des flots, avait été précédée par les journées grandioses du Congrès Eucharistique de Lourdes. De tout les points du monde catholique, des foules étaient accourues pour célébrer le Dieu de l'Eucharistie. L'enthousiasme religieux déferla en vague immense autour du légat *a Latere* de Sa Sainteté, l'Em. Cardinal Granito Pignatelli, prince de Belmonte, dont la bonne grâce est allée au cœur de tous les Congressistes.

La *Ligue Française Antimaçonnique* et le *Bureau Antimaçonnique International* ont été officiellement représentés. au Congrès Eucharistique de Lourdes par une importante délégation.

Le 27 juillet 1914, à une heure de l'après-midi, les chefs de cette délégation, le R. P. A..., des Pères du Saint Esprit, et le vicomte de P..., chevalier de l'Ordre Pontifical du Christ, ont eu l'honneur d'être reçus en audience particulière par S. Em. le Cardinal-Légat. Notre dévoué ami le marquis de C..., commandeur de l'Ordre Pontifical du Saint-Sépulcre, qui devait également participer à cette réception, n'a pu, étant malade, être présent.

Le R. P. A..., a adressé en ces termes la parole au Cardinal-Légat :

EMINENTISSIME SEIGNEUR,

La *Ligue Française Antimaçonnique* et le *Bureau Antimaçonnique International*, profitant de la circonstance solennelle qui a motivé le voyage à Lourdes de Votre Eminence, ont

jugé de leur devoir de confier à quelques-uns de leurs membres la mission de saluer respectueusement le Légat de Sa Sainteté et de Lui présenter leur hommage d'inébranlable fidélité au Saint-Siège.

Nous nous acquittons de cette mission sous l'impression des journées passées à Lourdes, journées triomphales pour l'Eglise et pour l'Auguste Pontife que Votre Eminence représente si dignement.

La *Ligue Française Antimaçonnique* et son *Bureau International* sont heureux de leur participation à cette manifestation inoubliable, et c'est de tout cœur qu'ils continueront à travailler, dans la mesure de leur pouvoir, au triomphe de l'Eglise dans le monde entier.

Son Eminence le Cardinal-Légat, qui avait fait le plus bienveillant accueil aux représentants de notre organisation, a daigné leur répondre :

Les journées de Lourdes ont, en effet, été triomphales. Le grandiose acte de foi qui s'est accompli ici doit être un motif de réconfort pour les membres de votre si utile Association : tout ce qui exalte la Sainte Eglise ne porte-t-il pas atteinte à la Franc-Maçonnerie, que vous combattez à juste titre? Jamais Lourdes n'avait été témoin d'un spectacle aussi extraordinaire et aussi émouvant que celui des 120.000 personnes qui ont assisté hier à la Sainte Messe et au Salut sur l'esplanade de la Basilique. Je félicite la Direction de votre Ligue de la participation de ses délégués à cette manifestation; je la remercie de son attention délicate à mon égard; et je vous prie de dire à vos Collègues que je forme les vœux les plus ardents pour que leur Association se développe et soit prospère.

Son Eminence le Cardinal-Légat s'entretint ensuite très cordialement avec nos délégués. Ceux-ci Lui ayant demandé si Elle permettait que ses paroles, si précieuses pour notre Ligue, fussent rendues publiques, le représentant du Saint Père daigna répondre

qu'Il le désirait ainsi, et Il ajouta : « *Dites bien à vos collègues que c'est comme Légat de Sa Sainteté que je tiens ce langage.* »

S'étant agenouillés, le R. P. A..., et le vicomte de P..., reçurent alors, pour eux et pour la *Ligue Française Antimaçonnique*, la Bénédiction Apostolique.

Nous sommes heureux de porter le récit de cette audience à la connaissance de nos Ligueurs. Suivant l'expression de S. Em. le Cardinal Légat, ils y trouveront un « motif de réconfort » au milieu des luttes, souvent pénibles, qu'ils ont eu et qu'ils auront encore à soutenir.

C'est très justement que l'on a placé le Pape Pie X au premier rang des victimes de la guerre actuelle. Le cœur si généreux de l'Illustre Pontife n'a pu résister à la douleur que lui causait le spectacle des égorgements sans nom provoqués par l'ambition de l'Allemagne. Il a expiré en murmurant : « Cette guerre, mon Dieu! cette guerre... »

L'heure actuelle est trop troublée pour qu'il soit possible de méditer sur les conséquences de ce pontificat de dix années, qui laissera des traces profondes et un impérissable exemple.

Mais nous pouvons affirmer que nulle part la mort de ce grand Pape n'a été plus vivement ressentie qu'au sein de la *Ligue Française Antimaçonnique*, que Pie X avait honorée, à plusieurs reprises, des marques de sa paternelle bienveillance. Nulle part on ne gardera de sa bonté un souvenir plus religieux et plus ému.

Le premier acte de Sa Sainteté Benoît XV, glorieusement régnant, avait été d'appeler à la charge de Secrétaire d'Etat du Saint-Siège S. Em. le cardinal Ferrata.

La mort a presque aussitôt privé le Saint Père de ce collaborateur si précieux.

Perte cruelle qu'ont ressentie tous nos amis, qui n'ont point oublié la haute approbation que le regretté cardinal Ferrata avait adressée, en septembre 1913, à notre secrétaire général Flavien Brenier, lors de la publication du livre de ce dernier sur *Les Juifs et le Talmud*.

A l'occasion de l'année nouvelle, le télégramme suivant a été adressé à S. Em. le Cardinal Gasparri, secrétaire d'Etat de Sa Sainteté :

Cardinal Gasparri, Palais du Vatican, Rome.

Au seuil de l'année nouvelle, le Conseil Central de la « Ligue Française Antimaçonnique » dépose ses vœux aux pieds de Sa Sainteté et l'assure de son entière et filiale soumission au Saint Siège et à l'Eglise. Il sollicite humblement la bénédiction pontificale pour obtenir le succès des travaux de la Ligue.

Pour le Conseil Central : G. DE VIGNIÈRES.

Son Eminence le cardinal Gasparri a daigné répondre par le télégramme ci-après :

MONSIEUR DE VIGNIÈRES
LIGUE FRANÇAISE ANTIMAÇONNIQUE
5, RUE DE L'ODÉON, PARIS

LE SAINT PÈRE, AGRÉANT L'HOMMAGE FILIAL DE DÉVOUEMENT ET DE SOUMISSION ET LES VOEUX DU PRESIDENT ET DES MEMBRES DU CONSEIL CENTRAL DE LA « LIGUE FRANÇAISE ANTIMAÇONNIQUE », LEUR ENVOIE DE COEUR LA BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE IMPLORÉE.

CARDINAL GASPARRI.

Tous nos amis partageront la joie profonde que nous avons éprouvée à la réception de ce télégramme. Puisse leur entier dévouement à la cause de l'Eglise être encore accru, si cela est possible, par cette Bénédiction Pontificale, d'une forme si particulièrement bienveillante.

L. F. A. M.

AUTOUR DE LA GUERRE

LE RÉVEIL DE LA FRANCE

Elle est éternellement jeune et vraie cette allégorie du poète Stace qui nous montre Achille oubliant, aux pieds de Déidamie, le destin glorieux qui l'attend. Le héros sait que sa vie est consacrée, par l'arrêt des Immortels, aux divinités sœurs, la Victoire et la Mort; mais il ne songe qu'à les écarter de lui ; tout son être aspire au plaisir, et, travesti en femme, il se livre à de puérils amusements. Pourtant il suffit que l'astucieux Ulysse survienne, étale à ses yeux des armes et fasse résonner une épée à son oreille : arraché aussitôt au songe avilissant qui le captivait, la suivante de Déidamie jette son déguisement, revêt l'armure étincelante et redevient Achille.

C'est à une transformation identique que nous avons assisté, au mois d'Août dernier, quand le bruit des armes est venu rappeler à la réalité et à l'âpre devoir la France insouciante et jouisseuse.

La veille, Paris, ivre de plaisirs et de frivolités, semblait être devenu insensible aux sentiments les plus nobles. Il tolérait, sans autre protestation qu'une réprobation verbale et que quelques bagarres tardives, le scandale de l'acquittement Caillaux aux Assises de la Seine, comme il avait accepté l'étouffement, par la Commission parlementaire d'enquête, de l'affaire Rochette-Caillaux. Mieux encore ! la France faisait écho au septicisme de la capitale en laissant entrer au

Palais-Bourbon une majorité dévouée à l'homme qui incarne l'idée de persécution religieuse, de dissensions entre Français et de capitulation devant l'Allemagne. Et le premier soin de cette majorité était de préparer la ruine de nos institutions militaires en mettant en cause l'existence de la loi de trois ans. Une vague de stupeur passait sur les peuples à la vue de tant d'inconscience et de ce que l'on appelait, à l'Etranger, la « décomposition française »...

Le lendemain, aux prises avec la guerre la plus formidable de tous les temps, cette France en décomposition se levait avec un calme terrible, unanimement prête à la souffrance et au sacrifice. Seule, pendant de longues semaines, elle supportait sans défaillance le choc du plus redoutable instrument de combat qui ait jamais été forgé. Seule, elle remportait la victoire de la Marne, qui, si elle n'a pas libéré le territoire, a bouleversé le plan allemand et enlevé au Kaiser l'espoir de triompher désormais. Il y a plus : la vague d'enthousiasme guerrier qui passait sur nos tranchées se nuançait de foi religieuse, et l'on voyait s'agenouiller, aux messes des prêtres soldats, ces réservistes qui venaient, quelques semaines auparavant, de donner leur voix au candidat anticlérical.

Et ce n'est pas seulement la France du champ de bataille qui retrouvait ainsi son âme de jadis ; sur la France des villes et des campagnes soufflait aussi un air plus pur : elle rougissait de ses erreurs de la veille.

D'abord et de tout son cœur frémissant, ce pays revenait à son armée, hier méconnue et battue en brèche, aujourd'hui plus chérie qu'elle ne le fut jamais ; il mesurait le néant de l'internationalisme et des théories humanitaires, sottises chatoyantes que la mitraille allemande était venue crever comme autant de bulles de savon. Ceux qui avaient pris un plaisir sacrilège à prôner au peuple la limitation de la natalité scrutaient maintenant, avec effroi, la masse des réserves allemandes, se désespérant de la disproportion qui ne nous permet plus d'opposer à sept Allemands que quatre Français. Ceux qui avaient vu sans regret la démoralisation systématique de notre nation éprouvaient un malaise devant les affi-

ches de spectacles d'avant la guerre faisant voisiner leurs titres pornographiques avec les placards de mobilisation. L'absinthe elle-même, la liqueur-fléau, si longtemps intangible, était proscrite et vaincue.

Jamais la théorie de Joseph de Maistre sur la vertu moralisatrice de la guerre n'a reçu confirmation plus éclatante que dans les jours de deuil, mais de santé morale, que nous venons de vivre. Fasse le Ciel que le sang qu'elle a versé à flots rende à la France, avec les provinces perdues, la place à laquelle elle a droit dans le monde. Il y a déjà rendu quelque chose de plus précieux si possible : son âme vigoureuse et saine d'autrefois.

L' « UNION SACRÉE »

L'élan de solidarité des Français devant l'ennemi s'est traduit dans une formule répétée à sasiété, mais qui ne nous déplaît point et que nous ne voyons nul inconvénient à adopter : « l'union sacrée ». Nous sommes de ceux qui avons toujours cru que la maladie dont souffrait le moral de notre pays était curable ; nous n'avons donc pas été surpris de voir la crise nationale que nous traversons purifier des âmes embuées jusque là de chimères malsaines. Dieu nous préserve de repousser ceux qui se sont, à l'heure où la maison brûlait, transformés en sauveteurs, après avoir si longtemps joué imprudemment avec la flamme. Les sacrifices faits pour défendre la terre de nos morts méritent l'amnistie la plus large, et nous ne nous souvenons plus que tel instituteur a haineusement travesti nos croyances aux yeux des enfants qu'on lui confiait, quand nous voyons ce même instituteur foncer, fusil au poing, sur une tranchée allemande.

Mais, de ce que nous sommes prêts à l'amnistie, à l'oubli des fautes commises, il ne s'ensuit pas que nous, qui avons été clairvoyants, nous qui avons annoncé le péril que d'autres niaient, *nous qui avons eu raison*, en un mot, nous devions signer une paix ridicule et funeste, non plus avec nos adversaires politiques d'hier, mais avec les doctrine d'erreur que ceux-ci défendaient et qui ont mis un instant le pays sur le penchant de l'abîme. Notre indulgence

fraternelle doit aller aux Français abusés par l'internationalisme qui se sont réveillés patriotes devant le cyclone allemand, mais nous serions plus fous qu'ils ne le furent jamais eux-mêmes si nous ramassions, pour la traiter avec respect, la défroque d'opinions qu'ils ont été obligés de fouler aux pieds pour accomplir leur devoir. Pas de paix possible, pas même de trêve, avec les idées qui ont semé la haine entre enfants de France et engourdi notre nécessaire méfiance de l'ennemi d'Outre-Rhin : épargner ces idées serait justement le meilleur moyen de détruire « l'union sacrée. »

Pas de trêve non plus avec ceux de nos adversaires d'hier sur qui l'effroyable leçon de ces sept mois de guerre a passé sans rien leur apprendre. Pour ceux-là, l'excuse de la sincérité est désormais périmée. Le sang de nos deux cent mille morts et de nos six cent mille blessés, les souffrances de nos prisonniers de guerre et des onze millions d'habitants de la Belgique et des départements envahis ont une éloquence divine, à laquelle on ne saurait résister sans sacrilège. Quand le fléau allemand bat encore son plein et tente de nouveaux ravages, quand les neutres, terrifiés, baissent la voix de peur de détourner l'avalanche sur eux, c'est un crime de lèse-patrie que d'oser invoquer la fraternité des peuples en faveur de l'Allemagne et d'envisager avec celle-ci un rapprochement futur. Ce crime doit-être puni par le pouvoir, si l'on ne préfère qu'il le soit, quelque jour, par les moyens dont dispose le public...

Dire ce qui précède, ce n'est pas attenter à « l'union sacrée », c'est la préciser, au contraire, c'est-à-dire lui donner toute sa force, en délimitant le domaine où elle doit exister. Cette déclaration de principes était nécessaire à l'heure où nous reprenons la publication de notre revue.

LA FRANC-MAÇONNERIE ET LA GUERRE

Quelques-uns de nos amis nous ont écrit pour nous demander sérieusement si nous ne pensions pas qu'en présence de l'union des Français contre l'ennemi extérieur une modification s'imposait dans le titre de la *Revue Antimaçonnique*. « Sans mé-

connaître », nous dit l'un d'eux, « la légitimité de la lutte que
« vous menez contre les idées maçonniques, ne conviendrait-
« il pas de changer un titre qui est une déclaration de guerre
« aux personnes? Beaucoup de Francs Maçons ont été très
« ébranlés dans leurs convictions par les événements et peut-
« être serait-il habile de ne pas leur témoigner une hosti-
« lité systématique ».

Nous ne pouvons que renvoyer notre correspondant à l'article que « le F.·. Visiteur » publie dans ce numéro sur *Un projet de rapprochement franco-allemand.* Il verra qu'une trêve avec la Franc Maçonnerie est précisément au nombre des choses qui ne sauraient trouver place dans le cadre de « l'union sacrée ». Les révélations de notre collaborateur prouvent jusqu'à l'évidence que lorsqu'on remonte à la source des illusions funestes qui avaient cours en France, il y a sept mois, sur les vrais sentiments de l'Allemagne à notre égard, c'est la Franc-Maçonnerie que l'on trouve dispensant méthodiquement ses pavots à la vigilance française.

C'est elle qui conçoit, il y a plus de treize ans, le projet de rapprochement avec l'Allemagne, et le conçoit sur la base de notre renoncement aux provinces perdues et de notre désarmement, à l'heure même où une série de lois portait à son plus haut degré la puissance de l'organisation militaire germanique. C'est elle qui organise cet étrange « rapprochement » du tigre et de sa proie, et un texte maçonnique irréfutable, cité par « le F.·. Visiteur », nous montre que *Guillaume II s'intéressa personnellement à cette manœuvre des Loges, destinée à nous livrer sans défense à ses armées.* C'est elle qui conduit par troupeaux nos parlementaires à ces conférences pacifistes de Berne d'où ils reviennent convaincus des bonnes intentions de l'Allemagne et résolus à refuser les crédits nécessaires à notre armée. C'est elle, enfin, qui, à l'heure même où les premiers coups de fusil pétillaient à la frontière, travaille à entretenir dans notre pays les suprêmes illusions en organisant la grande manifestation maçonnique franco-allemande de Francfort sur le Mein...

Naïveté, dira-t-on, aveuglement de gens dont le réveil a été cruel. Nous sommes prêts à admettre cette excuse pour le

plus grand nombre, car, en Maçonnerie, pour un dupeur il y a cent dupés. Mais nous n'en acccorderons le bénéfice aux Francs-Maçons qu'à deux conditions. La première, c'est que les dupés, non seulement proclameront leur erreur, mais encore adopteront l'attitude déférente qui convient à des gens qui se sont trompés, dans une question de salut national, envers ceux qui avaient vu juste. La seconde, c'est que les dupeurs soient abandonnés par leurs FF.·. et châtiés comme ils le méritent...

L'attitude présente de la Franc-Maçonnerie permet-elle d'espérer que ces deux conditions seront remplies? Il n'y a qu'à lire jusqu'au bout les révélations de notre collaborateur pour trouver la réponse à cette question. Si les dupés témoignent de quelque embarras, ils ne font pas pour cela amende honorable ; quant aux dupeurs ils continuent à servir activement la cause de l'Allemagne et les publications scandaleuse du F.·. Youssouf Fehmi, répandues en plein Paris par des mains maçonniques, sont l'écho rigoureusement fidèle des conférences faites dans les Loges parisiennes, au printemps dernier, sur la question franco-allemande. Aujourd'hui comme alors, les pires suggestions arrivent donc des Loges à l'opinion française.

Qu'on ne s'étonne point, après cela, si nous relevons le gant et si nous reprenons la lutte antimaçonnique pour le salut du pays.

DUPEUR OU DUPÉ ?

Est-ce parmi les dupeurs, ou parmi les dupés, qu'il faut ranger le F.·. Quartier la Tente, Conseiller d'Etat suisse, directeur de l'Enseignement du canton de Neufchâtel et... professeur de théologie protestante à l'Université de la même ville ?

En 1902, le F.·. Quartier la Tente était Grand Maître de la Franc-Maçonnerie Suisse quand il prit l'initiative de fonder un « Bureau international de relations maçonniques », destiné à servir d'intermédiaire entre les puissances maçonniques du monde entier. Resté président de ce bureau, c'est lui qui prit l'initiative du rapprochement franco-allemand dont nous

parlons plus haut ainsi que des manifestations maçonniques annuelles dont on trouvera plus loin le récit détaillé dans l'article du « F.·. Visiteur ». C'est lui qui amena à Berne nos parlementaires de gauche et leur garantit la loyauté des francs-maçons allemands, députés au Reichstag, avec qui ils se rencontraient. C'est entre ses mains que nos députés et sénateurs blocards s'engagèrent à sacrifier définitivement l'Alsace-Lorraine et la loi de trois ans sur l'autel de la Maçonnerie Universelle.

On comprend qu'avec de tels antécédents le F.·. Quartier la Tente soit un peu inquiet de l'opinion qu'on a, en France, sur son rôle. Aussi, le triomphe de l'Allemagne paraissant irrémédiablement compromis, n'hésite-t-il pas à jeter du lest et à malmener ceux dont il se faisait hier le garant. Dans le numéro du 15 octobre de la Revue *Alpina*, organe central de « l'Union des Loges Suisses », il publiait la note ci-après :

Les événements actuels sont bien faits pour démontrer *qu'entre la réalité et l'idéal maçonnique, il y a une distance de la terre au ciel.* Les récits authentiques — nous ne tenons compte que de ceux-là — témoignent que la guerre « éteint l'homme et allume la bête », comme on l'a dit justement. C'est le cœur chaviré, ainsi que l'écrit un F.·. de France, que nous, francs-maçons, considérons la situation.

Affirmons sans détour que l'Allemagne s'est disqualifiée par ses procédés.

Elle a déclaré la guerre sous le prétexte que l'on se disposait à attaquer sa culture, et ce sont ses soldats qui commettent des actes et des scandales contraires à toute culture humanitaire. Les villes et villages, les églises, les écoles, les bibliothèques, les universités, les édifices publics, tout est saccagé sous les plus futiles prétextes. Des propriétés privées et des châteaux ont été détruits, salis ou profanés ; les derniers faits de guerre qui nous sont aujourd'hui communiqués par des témoins sérieux attestent que l'Allemagne conduit la guerre avec une cruauté et une violence dignes de véritables sauvages.

Cela explique, *sans la justifier absolument*, l'attitude de la population de la Suisse romane qui se sent prise d'une ardente sympathie et d'une profonde pitié pour les victimes de cette horrible guerre et pour les martyrs innocents qui ont souffert de ces procédés barbares. Le fait que la Suisse aurait pu subir le même sort que la Belgique, pays neutre comme elle, puisque l'Allemagne admet que « nécessité fait loi » et que les traités et les conventions, même

signées de sa main, sont sans valeur, devrait engager notre pays entier à protester contre une guerre d'extermination comme celle qui est organisée à cette heure.

On voit que, même en constatant l'horreur des atrocités allemandes, le F.·. Quartier la Tente trouve que cette horreur « ne justifie pas absolument » la sympathie des Suisses romans pour les populations victimes de la guerre... Fallait-il que le chef du « Bureau des Relations Maçonniques » nous détestat pour ne pouvoir empêcher ce bout d'oreille d'apparaître jusque sous son déguisement de pacifiste indigné!

Quoi qu'il en soit, le F.·. Quartier la Tente s'est fait interviewer par un rédacteur du *Temps*, M. Thiébault-Sisson, et lui a fait des déclarations qui ont pour but d'établir la pureté de ses intentions tout en préparant les voies à de futures tromperies. Voici ce « morceau d'architecture », qui vaut la peine d'être lu avec attention :

J'ai écouté le cri de ma conscience, et je ne m'en repens pas. *Ce devoir était pour moi d'autant plus impérieux que j'avais joué sans le savoir (?), en prenant l'initiative des manifestations maçonniques franco-allemandes, le rôle d'un agent allemand qui se serait proposé de tromper les Français sur les véritables sentiments de l'Allemagne.* Désabusé, j'ai crié ma stupeur. Les francs-maçons français ont fait de même. Lisez cette lettre qui me vient de France, et d'un de ceux, justement, qui ont le plus travaillé avec moi au rapprochement franco-allemand :

« La guerre a été pour nous le coup de foudre qui déchire le « voile et fait tomber bien des illusions. La lutte actuelle a réduit à « néant nos conceptions généreuses et nous a fait brusquement « sentir l'inanité des rêves pacifiques. Pendant que nous travaillions « à rapprocher les Français des Allemands, l'Allemagne, avec la « complicité de ses intellectuels, de ceux-là même qui nous ten- « daient la branche d'olivier et nous offraient le baiser de paix, « s'apprêtait sournoisement à nous écraser, à nous asservir. Quel « douloureux réveil ! »

La lettre d'un autre se termine par cette phrase d'une concision énergiquement familière : « Avons-nous été assez poires ! »

Voilà l'état d'âme des francs-maçons français.

Il leur semble, et je n'ai pas de peine à le concevoir, que le temple de la Fraternité soit détruit, et que jamais il ne se relèvera de ses ruines. Bien que je me sente meurtri autant qu'eux par les événements actuels et que les œuvres de fraternité maçonnique

auxquelles je m'étais voué soient présentement anéanties, ou presque, je me refuse à considérer tant d'efforts comme perdus. *Sans doute il faudra du temps pour réparer ces ruines, apaiser ces haines et rapprocher ces peuples, mais ceux qui viendront après nous et se consacreront à cette tâche ne travailleront pas en vain, j'en suis sûr,* et reconstitueront un jour l'édifice que nous avons vu de nos yeux s'écrouler, sous les coups de la plus effroyable tempête dont le monde ait jamais été bouleversé.

Le F.·. Quartier la Tente a raison de dire qu'il a joué « le « rôle d'un agent allemand qui se serait proposé de tromper « les Français sur les véritables sentiments de l'Allemagne ». Ce rôle, toute la Franc-Maçonnerie française, l'a joué avec lui. Que certains francs-maçons français soient amenés aujourd'hui à lui écrire : « Avons-nous été assez poires! » cela prouve qu'il y a bien des dupes parmi les fils de la Veuve. Nous le savions déjà. Mais quand le F.·. Quartier la Tente éprouve le besoin de nous annoncer qu'après « l'effroyable tempête » actuelle d'autres FF.·. viendront s'atteler, parmi nous, au « rapprochement » franco-allemand, nous ne pouvons nous empêcher de constater que cette persévérance dans une œuvre de tromperie dont nous avons failli être victimes est le fait de malfaiteurs conscients.

RESPONSABILITÉS ÉTABLIES

La presse catholique et patriote a observé, avec une rigueur parfois exagérée, la discipline de « l'union sacrée ». Pendant plusieurs mois, et malgré l'existence de griefs des plus sérieux contre certaines personnalités de gauche, elle a eu soin de ne faire à ces personnalités nulle peine, même légère. Il a fallu, pour qu'on vit les polémiques recommencer devant l'ennemi, que l'*Humanité*, la *Guerre Sociale*, la *Lanterne* et la *Bataille Syndicaliste* en prissent la responsabilité. Elles l'ont fait d'un cœur léger, et il conviendra de s'en souvenir à l'occasion.

Notre confrère, M. Louis Dimier s'est préoccupé, à ce propos, d'établir sur quelle feuille pèse la culpabilité d'avoir, la première, dénoncé le pacte d'union française. Il accuse le *Temps*. « Le *Temps* », dit-il, qui représente l'expression la

« plus directe du Régime, a donné le 30 septembre le signal « de la campagne. Le 30 septembre, le *Temps* a publié le « premier article anticlérical paru dans la presse française. « L'*Humanité*, la *Guerre Sociale*, la *Bataille Syndicaliste*, la « *Lanterne* y ont aussitôt fait écho. »

La remarque de notre confrère est rigoureusement exacte. Nous nous permettrons seulement de lui signaler qu'elle n'est pas complète.

En criant, le 30 septembre : « guerre au cléricalisme ! » alors que l'armée allemande campait à vingt lieues de Paris, le *Temps* ne faisait que suivre une consigne donnée dix jours plus tôt. Le 20 septembre, en effet, pour tenir lieu du Convent annuel, que les événements ne permettaient pas de convoquer, avait lieu rue Cadet, à l'hôtel du Grand Orient de France, une réunion officieuse de francs-maçons appartenant aux 18e, 30e, 31e, 32e et 33e degrés. Deux décisions importantes y furent prises.

La première visait la convocation pour le commencement de décembre d'une assemblée officieuse plus large, à laquelle seraient conviés tous les maîtres maçons de la région parisienne. (Cette assemblée a eu lieu, en effet, le 6 décembre ; environ sept-cents maçons y assistaient ; nous aurons l'occasion de reparler des débats qui s'y déroulèrent).

La seconde décision prévoyait l'ouverture d'une vigoureuse campagne de presse contre « la mobilisation cléricale qui s'est produite depuis le commencement de la guerre ». Par une coïncidence assez significative, le *Temps*, aussitôt imité par toute la presse maçonnique de Paris et de Province, ouvrait le feu, dix jours plus tard, contre les prêtres et les catholiques occupés à donner leur sang au pays...

C'est à cette décision des francs-maçons des grades supérieurs, réunis à Paris le 20 septembre, qu'il faut rattacher l'odieuse campagne de tracts qui s'est poursuivie, depuis lors, sur presque tous les points du territoire, et dont M. Jules Delafosse signalait l'autre jour quelques échantillons : « J'accuse le parti catholique d'avoir voulu préparer, provoquer la « guerre. — Le programme du Vatican est de faire se haïr « et s'entretuer périodiquement la France de Voltaire et

« l'Allemagne de Luther. — Les de Mun, les Barrès, les « Déroulède, les Poincaré, les Galliéni et les Joffre sont ou « ont été des policiers de l'Internationale noire. — J'accuse « le gouvernement, j'accuse Poincaré d'avoir voulu la guerre « et d'avoir été conduit pour cela par les Jésuites à la Pré- « sidence de la République. — Mères, épouses, amantes, « femmes... criez à la paix... L'Allemagne a déjà fait des « propositions... »

Nous accusons, nous, les milieux maçonniques en question d'être en train de trahir la France, et nous ne nous lasserons pas de réclamer que la loi martiale leur soit appliquée dans toute sa rigueur.

UNE GRAVE NOUVELLE

A l'heure où nous achevons cet article, un fait d'une extrême gravité vient de se produire. Deux ministres français appartenant au parti socialiste révolutionnaire, M. Jules Guesde et le F.·. Marcel Sembat, membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France, se sont rendus à Londres, à un Congrès socialiste international auquel participaient des socialistes anglais, français, belges et russes.

L'un d'eux, M. Jules Guesde, a salué la venue d'une « Europe nouvelle ne laissant plus place à des antagonismes « de race, mais au seul antagonisme de classes » — attestant ainsi, lui, ministre français, à l'heure ou notre pays saigne et fume, que le capitaliste français, et non la race germanique, doit être considéré comme l'ennemi de demain.

L'autre, le F.·. Marcel Sembat, imité par le F.·. Vandervelde, ministre belge, a signé un ordre du jour contenant les passages ci-après :

Cette conférence ne peut pas ignorer les profondes causes générales du conflit européen, *qui est en lui-même le produit monstrueux de l'antagonisme qui déchire la société capitaliste* et de la politique d'extensions coloniales et d'impérialisme agressif, contre lequel le Socialisme international n'a jamais cessé de combattre *et dans lesquels chaque gouvernement a sa part de responsabilités.*

Ainsi donc, les gouvernements alliés, qui ont tout fait pour

éviter cette guerre, et qui ont subi la plus brutale et la plus traitresse des agressions, ont « leur part de responsabilité » dans cette agression. Les FF.·. Marcel Sembat, ministre français, et Vandewelde, ministre belge, l'affirment à la face du monde...

Les socialistes de Grande-Bretagne, de Belgique, de France et de Russie ne sont pas en guerre avec les peuples d'Allemagne et d'Autriche, mais seulement avec les gouvernements de ces deux pays qui les oppriment.

Cette déclaration coïncide avec l'expulsion de la Sozial-Démokratie allemande prononcée à une énorme majorité, du citoyen Liebknecht, coupable d'avoir refusé de voter, au Reichstag, les crédits pour la continuation de la guerre...

Tandis qu'ils sont résolus inflexiblement à combattre jusqu'à ce que la victoire soit obtenue, les Socialistes ne sont pas moins résolus à résister à toute tentative ayant pour but de transformer cette guerre défensive en une guerre de conquête, qui ne ferait que préparer de nouveaux conflits.

Ainsi, il ne nous sera pas permis de nous payer sur les colonies allemandes du dommage qui nous a été causé, ni de couvrir notre frontière de l'Est par l'occupation nécessaire du territoire limité par le Rhin et la Moselle, vieux territoire gaulois, réoccupé par nous sous Louis XIV, qui nous fut ravi contre tout droit en 1815, et que nous allions recouvrer pacifiquement en 1830 quand nous en fûmes empêchés par la Révolution de Juillet.

Que parlons-nous de la ligne du Rhin et de la Moselle !... MM. Jules Guesde et Sembat ne nous accordent même pas sans conditions le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère-patrie ! Ce retour, disent-ils, ne pourra avoir lieu qu'après une consultation de la population des deux provinces — de la population *actuelle,* comprenez-vous bien, c'est-à-dire qu'il ne sera pas tenu compte des deux cent mille Alsaciens-Lorrains qui ont émigré pour ne pas vivre sous la domination allemande, mais que, par contre, on consultera sur leurs préférences les quatre cent mille Allemands immigrés qui ont

pris la place de nos compatriotes. Cette clause invraisemblable semble être une proposition de ministre allemand essayant, après la défaite, de sauver l'enjeu de la guerre... (1)

Mais le paragraphe le plus audacieux, le plus grave, parce qu'il rompt non seulement l'union entre Français, mais encore la bonne entente avec les Alliés, c'est le dernier de cette invraisemblable proclamation :

> Cette conférence *proteste contre l'arrestation de députés de la Douma, contre la suppression de journaux socialistes russes et la condamnation de leurs rédacteurs en chef, contre l'oppression des Finlandais, des Juifs russes* et des Polonais allemands.

Un ministre français et un ministre belge, — tous deux francs-maçons, il est vrai, tous deux appartenant à ce parti socialiste révolutionnaire qui a toujours travaillé à désarmer les peuples pacifiques en face de l'Allemagne armée jusqu'aux dents — ont osé lancer publiquement ce défi à la face de notre alliée russe à l'heure même où ses régiments forment l'indispensable contrepoids faute duquel nous serions broyés par les masses allemandes.

Notre gouvernement n'a pas paru s'apercevoir de cette haute incorrection diplomatique commise par deux de ses membres et de la sanction qui s'impose. Ses explications confuses, à la Chambre et au Sénat, n'ont eu, au contraire, pour but que de sauver la mise aux coupables. Qu'aurait-il dit, cependant, si deux ministres russes s'étaient avisés, dans un document communiqué à la presse, de flétrir la politique de persécution de la République à l'égard des catholiques français ?

Mais comment obtenir des FF.·. Viviani, Augagneur, Malvy, Sarraut, Doumergue, etc., qu'ils aient souci des intérêts primordiaux de leur pays quand ces derniers exigent que soit désavoué et débarqué un Tr.·. Ill.·. F.·. comme le F.·. Sembat, membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France ?

(1) Le citoyen Zisly, dans la *Bataille Syndicaliste*, donne d'ailleurs un conseil discret aux Alsaciens-Lorrains : « Nul doute », dit-il, « que « les patriotes alsaciens, s'ils envisagent la question au point de vue « linguistique, se réclament de la patrie allemande. »
Comment n'y avait-on pas pensé plus tôt !

LE PARTI ALLEMAND

L'acte de véritable trahison morale commis par M. Jules Guesde et par le F.·. Sembat a été, nous venons de le dire, imité par le F.·. Vandervelde, ministre belge, qui est le chef du parti socialiste de son pays. Les socialistes anglais n'ont pas fait preuve, en l'occurence, d'une moindre germanophilie. C'est ainsi que l'un des Congressistes, M. Ramsay Macdonald, membre du Parlement britannique, parlant avec l'approbation de M. Keir Hardie, chef du parti socialiste anglais, tenait récemment des propos vraiment scandaleux, destinés à décharger l'armée allemande du fardeau des atrocités qu'elle a commis.

Ces propos, reproduits avec l'autorisation de leur auteur dans la *Voix de l'Humanité*, de Lausanne, ont soulevé un véritable enthousiasme en Allemagne. Le *Berliner Tageblatt* les a reproduits à son tour, sous le titre « Les prétendues cruautés allemandes », dans son numéro du 11 février. Voici un extrait de ces déclarations :

A mon avis, la manière dont on se sert des « cruautés » est blâmable au plus haut point. D'abord les collections de preuves recueillies par les commissions belge et française ne sont pas des preuves du tout (*sic*). Au milieu d'émotions effrayantes, quand les nerfs sont surexcités, il est absolument impossible de dire exactement ce qui se passe. Une mort terrible se transforme en une cruauté (?) et l'imagination prend la place de l'observation...

Il est étonnant que des autorités légales, belges, françaises et ensuite même anglaises, aient pu signer de leurs noms les récits de ces cruautés. Ce sont des récits édifiés dans des circonstances, où n'importe quel juge de paix renoncerait à établir la vérité.

Qu'il se soit produit des cruautés et des brutalités, cela se comprend de soi-même. Que l'armée allemande en soit responsable pour la plus grande partie (*sic*), cela va également de soi, ne fût-ce que pour cette raison évidente : c'est l'armée allemande qui se trouvait en territoire ennemi.

Mais se servir de ces choses, qui sont inséparables de la guerre (*sic*) et qu'on a reprochées à toute armée en campagne, s'en servir pour attiser la haine entre les peuples et prolonger la durée de la guerre, c'est une œuvre exécrable, diabolique, et qui doit être condamnée par quiconque a l'esprit droit.

Ce langage, à peine moins cynique que celui du manifeste des Intellectuels allemands, a eu l'approbation complète de ces bons Sozial-Démokrates d'Outre-Rhin, à qui il nous faudra tendre loyalement la main après la guerre, si l'on en croit le F.·. Marcel Sembat.

De plus en plus, le parti socialiste, dans chaque pays, se révèle l'esclave docile de la Sozial Démokratie allemande, qui domine les révolutionnaires du monde entier par le prestige de son organisation matérielle, comme par le souvenir de ses théoriciens Karl Marx et Lassalle, les véritables fondateurs du Socialisme moderne. Et la Sozial Démokratie, elle, est foncièrement impérialiste allemande : elle a voté tous les crédits militaires réclamés par Guillaume II, elle a préparé les esprits à la déclaration de guerre, elle absout actuellement toutes les atrocités commises par les Impériaux...

Dans l'ingénieuse préparation au massacre à laquelle l'Allemagne s'est livrée, le Socialisme International, à l'instar de la Franc-Maçonnerie internationale, avait son rôle à jouer : il l'a joué sous le contrôle de la Sozial Démokratie allemande, c'est-à-dire sous l'impulsion indirecte, mais effective, du gouvernement impérial. Un socialiste clairvoyant, M. Edmond Laskine, agrégé de l'Université, publie à ce sujet les remarques décisives que voici :

On représente souvent les choses comme si les social-démocrates avaient *pour la première fois* voté les dépenses militaires le 4 août 1914. *Rien n'est plus faux.* Le 3 juillet 1913 — un an et un mois avant la guerre — le Reichstag vota une loi qui signifiait la guerre à bref délai, car elle comportait des dépenses militaires énormes et qui ne devaient plus être renouvelées, un impôt extraordinaire qui ne devait être perçu qu'une seule fois (*ein maliger ausserordentlicher Wehrbeitrag*). Les partis de gauche jouèrent dans le vote de cette loi un rôle prépondérant, et *c'est le groupe social-démocrate au Reichstag qui en assura le succès ;* le député David alla jusqu'à dire que les vœux du parti seraient comblés si la contribution militaire, votée pour une fois, continuait à être perçue à l'avenir (séance du 25 juin 1913, compte rendu sténographique, p. 5789). Ainsi, *dès* 1913, *la Sozialdemokratie collaborait à l'énorme effort militaire qui seul a rendu possible la guerre actuelle :* c'est avec les subsides votés par elle en 1913 que le kaiser nous fait en

ce moment la guerre; elle a donc préparé la guerre en la stipendiant.

Elle l'a préparée encore en exaltant systématiquement, *plusieurs mois* avant la déclaration de guerre, les sentiments chauvins des masses ouvrières et en excitant l'opinion publique contre la France, la Russie, l'Angleterre et la Serbie. Aucune lecture n'est plus significative à cet égard que celle de la grande revue socialiste *les Sozialistische Monatshefte,* lue par des milliers d'ouvriers et rédigée par des chefs et des députés social-démocrates dont les noms sont, depuis la guerre, devenus tristement célèbres : Legien, David, Bernstein, Schippel, Quessel, von Elm, Fischer, etc.

Le numéro du 14 juin 1914 est un véritable numéro d' « avant-guerre » ; Schippel y attaque violemment l'Angleterre, qu'il accuse de vouloir « monopoliser le marché mondial » et de « persécuter l'Allemagne » (p. 835). Quessel dénonce « l'impérialisme français » et déclare qu'il faut être naïf pour croire que nous désirons vraiment la reprise de l'Alsace-Lorraine, « alors que le sort de ces deux provinces nous est en réalité tout a fait indifférent et n'est qu'un prétexte » ; de même, tout récemment, la Sozialdemokratie proclamait solennellement qu' « il n'y a pas de question d'Alsace-Lorraine ».

Le numéro du 16 juillet 1914 est encore plus agressif. Quessel y tonne contre « l'impérialisme dans la République française » (p. 927); il raille les politiciens « qui, avec d'aimables illusions, vont à des conférences de rapprochement dont le programme écarte soigneusement toutes les questions concrètes de la politique mondiale » ; il fait rage contre M. Poincaré, contre le ministère Ribot, contre la loi de trois ans, et se montre partisan ardent de la diminution de l'armée... *française* par l'abrogation de la loi de trois ans (p. 928). Dramatiquement, il dépeint l'Autriche comme la malheureuse victime de l'hostilité serbe, de l'antipathie roumaine, de l'infidélité italienne. Il prépare l'opinion allemande à l'ultimatum autrichien, en représentant l'existence de l'immense empire danubien comme mise en péril par la Serbie : il dispose d'avance les esprits à approuver le mauvais coup de la diplomatie austro-hongroise, en faisant remonter au peuple serbe la responsabilité de l'attentat de Serajevo (p. 899); il plaide avec violence la cause de l'empire des Habsbourg et frémit d'horreur à l'idée que sur les débris de cet empire s'élèverait quelque jour une grande Serbie; il n'admet pas que la question serbe puisse se poser autrement « que dans les cadres de l'empire ». Comme le comte Berchtold et le comte Tisza, avec la même rhétorique meurtrière, il montre Belgrade menaçant la monarchie, « dont la destruction par l'irrédentisme serbe serait une catastrophe terrible pour toute l'Europe ». Aux yeux de ce social-démocrate, le grand péril qui menace la paix de l'Europe, ce n'est pas le militarisme prussien, l'impérialisme allemand; c'est... « l'irrédentisme serbe, qui, comme un fantôme sinistre, se lève à l'horizon des temps

et émet des prétentions sur les terres autrichiennes ». Le socialisme allemand prend fait et cause pour le loup menacé par l'agneau et considère comme un « fantôme sinistre » l'ange Liberté!

On remarquera *la coïncidence absolue de l'esprit et des termes mêmes de cet article avec ceux de l'ultimatum autrichien à la Serbie*, et la date où il a paru : 16 juillet 1914. Quand on constate ce merveilleux accord de la Sozialdemokratie avec la diplomatie du Ballplatz, lorsque l'on relit les articles parus *plusieurs semaines avant la guerre* pour exciter l'opinion contre tous les peuples qui pouvaient faire obstacle aux ambitions germaniques, on ne peut plus admettre un instant que la Sozialdemokratie ait été « trompée » et « entraînée », le 4 août, dans une entreprise détestable. Elle a mis en œuvre dans les masses ouvrières la *mobilisation morale* qui a précédé la mobilisation militaire. *Elle ne subit pas la guerre malgré elle, puisqu'elle l'a préparée.* Et le crime qu'elle a commis envers la France, l'humanité et le socialisme, elle l'a commis *avec préméditation.*

. . . .

Les sentiments antislaves, la haine et le mépris insolent pour la Russie sont pour beaucoup dans les origines du conflit actuel ; or nul parti en Allemagne ne s'est attaché comme la Sozialdémokratie à les attiser. Lorsque, au mépris de toute vérité historique, on prétend faire des seuls junkers les coupables, *alors qu'il ne sont que les instruments de tout un peuple au moins aussi coupable qu'eux mêmes*, on oublie que la noblesse prussienne, que le parti conservateur et que Bismark ont toujours jugé nécessaire le maintien de relations amicales avec leurs voisins de l'est. Au contraire, la Sozialdemokratie, dont le pacifisme n'est qu'hypocrisie et mensonge, *a de tout temps poussé à la guerre contre la Russie.*

En 1878, alors que le tsar allait libérer les chrétiens d'Orient et empêcher le peuple bulgare d'être entièrement massacré par les bachibouzouks, Wilhelm Liebknecht, père du Karl Liebknecht qui, le 4 aout dernier, votait les crédits pour la violation de la neutralité belge, Wilhelm Liebhnecht lançait contre la Russie un pamphlet rempli d'une haine stupide : *La question orientale, ou l'Europe doit-elle devenir cosaque*? Plus récemment, en 1904, la flotte russe ayant, par un accident banal et sans nulle intention, endommagé un navire allemand, le *Sonntag*, aussitôt le *Vorwærts* réclamait qu'une flotte allemande mît le blocus devant Cronstadt! Et, ce qui est plus beau encore, l'Angleterre et la Russie, également pacifiques, ayant décidé de soumettre à une conférence d'arbritrage l'incident de Hull, les socialistes allemands, soi-disant pacifistes et partisans de l'arbitrage international, accusèrent les Anglais de lâcheté et, *dans un différend qui ne regardait nullement l'Alle-*

magne, mirent le gouvernement allemand « en demeure de faire une protestation à cheval et cuirassée » à Petrograd.

Quand, il y a six mois, la guerre a été déclarée par l'Allemagne à la Russie, les social-democrates ont dû bien se réjouir : ils tenaient enfin « leur petite guerre »!

Ils n'ont cessé depuis de prodiguer les calomnies et les injures à la Russie : « barbarie moscovite », « lutte contre le tsarisme », tels sont les mots d'ordre à l'aide desquels les incendiaires de Louvain et les massacreurs de Nomény espèrent se poser en défenseurs de la civilisation. Sans instituer entre Nicolas II et Guillaume II, entre le peuple russe et le peuple allemand, une comparaison méthodique dont le résultat ne serait nullement favorable à la « kultur », il suffira de remarquer deux points essentiels.

1° *La Sozialdemokratie ne peut sincèrement prétendre qu'elle lutte contre le « tsarisme »*, alors que des vétérans et des martyrs de révolution sociale, comme Kropotkine et Plekanow, se sont rangés derrière le tsar dans la lutte pour le droit et la liberté contre le pangermanisme.

2° *La Sozialdemokratie ne peut sincèrement prétendre qu'elle fait une guerre défensive contre la Russie*, car la *Neue Zeit* du 31 juillet et le *Vorwærts* du 3 août admettent fort bien qu'après l'ultimatum *autrichien* à la Serbie, la guerre est inévitable. D'autre part, les députés social-démocrates ont voté les crédits de guerre le 4 août, *après la suspension de séance*; or l'entrée des Allemands dans le Luxembourg est du 1er août, l'ultimatum à la Belgique du 2, la déclaration de guerre à la France et la Belgique du 3, et M. de Bethmann-Hollweg annonça le début des hostilités *contre la Belgique* plus d'une heure *avant la suspension de séance.*

Les invectives contre la Russie ne sont donc que d'hypocrites prétextes pour farder de rouge, pour maquiller en guerre révolutionnaire une guerre pangermaniste. Marx déjà écrivait à Engels, le 18 mai 1859 (*Correspondance*, t. III, p. 325) : « Comme tu le dis si bien, il faut, *dans l'intérêt de l'Allemagne*, exiger des gouvernants qu'ils soient *patriotes. On donnera à la chose la pointe révolutionnaire, très simplement, en accentuant l'opposition contre la Russie.* » Cette recette d'un triste machiavélisme, donnée il y a cinquante-cinq ans par Karl Marx, sert aujourd'hui à ses fidèles disciples.

Les attaques contre la Russie servent à donner à la propagande pangermaniste la *pointe révolutionnaire.*

En terminant, M. Laskine formulait l'espoir que les chefs du Socialisme francais ne se feraient pas les complices de la Sozial Démokratie allemande en propageant les accusations portées « contre la Russie amie, alliée et sœur qui, en 1875, « a empêché l'Allemagne de nous écraser, et qui, en

« août 1914, a, dans l'héroïque chevauchée de Prusse Orien-
« tale, versé sans compter, pour la cause commune, son sang
« le plus précieux. »

M. Laskine a pu voir, par la décision du Congrès Socialiste de Londres, quel cas nos socialistes — comme les socialistes belges et anglais, d'ailleurs — font de ses conseils. La chaîne que l'Allemagne a rivée au cou des révolutionnaires de tous les pays est solide. Elle résistera certainement aux événements actuels. Il ne reste donc aux patriotes d'Angleterre, de Belgique et de France, quelles que soient leurs opinions au point de vue social, qu'à donner au parti socialiste international son véritable nom de « parti allemand » et à le traiter comme tel.

SAINT-CHRISTO.

NOS MORTS

Il est impossible, pour le moment, de connaître d'une manière exacte l'étendue du tribut de sang payé par notre Ligue à la défense de la patrie.

Le fait qu'aucune statistique officielle des pertes françaises n'a été publiée jusqu'ici ne nous a permis de réunir que des renseignements épars, forcément très incomplets; et, d'autre part, il faut compter avec les victimes faites par l'invasion dans la population civile des départements envahis, victimes dont on ne connaîtra guère les noms qu'après la libération du territoire. C'est donc d'une manière très provisoire que nous arrêterons aujourd'hui à **42** le chiffre de nos Ligueurs tombés devant l'ennemi, les blessés et disparus étant au nombre de plus de **150**.

La place limitée dont nous disposons dans ce premier numéro ne nous permet pas de consacrer un article à chacun de nos morts, encore moins à chacun de nos blessés. Nous nous contenterons donc de signaler quelques-unes des pertes, parmi les plus cruelles, subies par notre Ligue. Cette glorieuse rubrique sera, d'ailleurs, autant que possible, continuée dans les numéros suivants.

THIERRY DE LAMBEL

La guerre était à peine commencée que notre Secrétariat Central voyait tomber un de ses membres les plus sympathiques et les plus dévoués, le vicomte Thierry de Lambel. Ce fut un deuil général parmi tous ceux qui avaient connu ce jeune homme, d'une remarquable intelligence et devant qui s'ouvrait un si bel avenir. Chacun

eut l'impression, trop justifiée, hélas! que notre Ligue faisait en lui une perte irréparable.

Devenu ligueur à dix-neuf ans, à l'époque où il venait achever à Paris ses études de Droit, Thierry de Lambel conquit tout de suite, au Siège Central, de chaudes sympathies. La précoce maturité de son esprit permit de lui confier des fonctions dont le poids semblait peu en accord avec son âge : il fut secrétaire pour le Portugal, du *Bureau Antimaçonnique International*, à l'heure même où ce dernier jouait un rôle actif dans les tentatives de contre-Révolution portugaise.

En même temps qu'il s'acquittait avec un zèle admirable de ces délicates fonctions, Thierry de Lambel étudiait dans Barruel, Deschamps, Eckert et les autres classiques la doctrine antimaçonnique. Bientôt, il la posséda avec une rare perfection, et, sa science de la parole et de la plume aidant, il apparaissait comme un de futurs théoriciens de l'Antimaçonnerie. Cette activité ne lui faisait point, d'ailleurs, négliger d'autres études : en 1913, il passait, en effet, simultanément, à vingt ans, son doctorat en Droit et sa licence d'Histoire.

Le service militaire l'appelait. Affecté, en raison de ses connaissances juridiques, à la justice militaire du 6e corps d'armée, à Châlons-sur-Marne, Thierry de Lambel se trouva mal à l'aise dans ce poste d' « embusqué ». Il demanda et obtint d'être versé dans les armes combattantes. La guerre le trouva brigadier au 20e régiment d'artillerie, à Poitiers. Il venait de passer le concours d'élève officier de réserve et d'être reçu avec le numéro 3 sur 150 candidats.

Il se battit en Lorraine, puis en Belgique. C'est au cours de la dure retraite qui suivit la défaite de Charleroi que Lambel fut blessé, à Faux-la-Montagne, près de Rethel, à l'instant où il remplissait avec une crâne insouciance les fonctions dangereuses d'observateur. Sa blessure, sans gravité en elle-même, ne lui permettait pas de marcher : recueilli non sans peine sur le champ de bataille, il dût être évacué sur l'arrière et mit cinq jours pour gagner une ambulance, au Mans. Une funeste négligence voulut qu'on lui fit faire une partie de ce voyage dans un wagon où il contracta le germe du tétanos...

Le pauvre ami que nous pleurons mourut le 11 septembre, après une douloureuse agonie, dans des sentiments de foi et de résignation admirables. Il n'avait pas eu la joie d'embrasser sa mère, qui, prévenue tardivement, arriva trop tard à son chevet; mais ses dernières heures avaient été ensoleillées par la nouvelle de la victoire

de la Marne, qui sauvait la patrie pour laquelle, joyeusement, il avait donné sa vie. Répétons avec le poète : « Portons de jeunes fleurs sur ce jeune tombeau... »

Nous présentons à sa mère, Mme la comtesse de Lambel, à son frère, le comte René de Lambel, si cruellement éprouvés, l'assurance de notre sympathie émue.

LE COLONEL MONNIER

Le lieutenant-colonel Monnier a été des premières victimes de la guerre. Les batteries qu'il commandait furent, dès le début, durement engagées contre l'armée du Kronprinz, et, par deux fois en trois jours, notre vaillant ami eut son cheval tué sous lui. Il donnait ses ordres avec le sang-froid et la bonne humeur qui lui étaient habituels quand, au combat de Vaubécourt, un éclat d'obus le frappa en pleine poitrine. Grièvement atteint, on le transporta chez son frère, Mgr Monnier, évêque de Troyes, dans les bras duquel il mourut deux jours plus tard.

Notre organisation fait en lui une perte douloureuse. Membre de notre Groupe Central d'Etudes et secrétaire de notre section de Tours, le colonel Monnier avait témoigné, en toutes circonstances, à la *Ligue Française Antimaçonnique*, une inébranlable fidélité. Sa haute courtoisie, son esprit fin et délicat, son érudition étendue en faisaient un de nos collaborateurs les plus agréables et les plus précieux. Une de ses dernières lettres avait trait à la *Revue Antimaçonnique*, qu'il considérait comme un élément de propagande patriotique essentiel à l'heure présente. Il nous disait ses angoisses de voir notre patrie, à l'heure où elle jouait ses destinées, rester soumise à cette emprise maçonnique qui n'a rien négligé pour nous livrer désarmés à l'Allemagne.

A cette patrie trahie par la Maçonnerie, le colonel Monnier a noblement donné son sang, digne couronnement d'une vie consacrée toute entière à la servir. Sa mémoire restera chère à nos Ligueurs.

LE COLONEL BARRAL

Le lieutenant-colonel René Barral, commandant le 86e de ligne, au Puy, était peu connu de nos ligueurs. Sa garnison éloignée, et le fait qu'il appartenait à l'armée active et avait eu longtemps pour chef, à Mézières, le F∴ Sarrail en personne, ne lui avaient jamais permis de figurer dans nos réunions ordinaires. Peu d'hommes,

cependant, ont apporté à notre Ligue un concours plus actif et plus éclairé que celui de ce soldat aussi lettré que brave.

Lettré, le colonel Barral l'était autant qu'on peut l'être et les problèmes d'histoire le passionnaient. C'est en les scrutant qu'il acquit la conviction que la science antimaçonnique était autre chose qu'une doctrine négative, comme certains le croient ou affectent de le croire, qu'elle comportait, au contraire, la solution de tous les problèmes qui se posent dans la conscience d'un patriote et d'un chrétien. De ce jour, il fût des nôtres.

L'heure n'est pas encore venue de dire tous les services que le colonel Barral a rendu à notre cause. Mais le coup mortel qui le frappa à l'instant où, face à l'ennemi, il enlevait son régiment, nous permet de publier son nom dans cette revue, à laquelle il collabora parfois. Nos ligueurs apprendront ainsi tout ensemble qu'ils avaient en lui un ami très précieux et qu'ils l'ont perdu.

LE COMMANDANT HÉRY

Qui ne se rappelle des officiers qui préférèrent briser leur épée, aux heures troubles du Combisme, plutôt que d'obéir aux ordres d'un Mœrdès et de faire enfoncer les portes des églises du Christ ?... Ils furent un certain nombre — moins, peut-être, qu'il n'eut été désirable — à libérer ainsi leur conscience ; mais nul ne mît dans son refus plus d'éclat, plus de fougue que le commandant Héry.

Frappé de toutes les rigueurs du pouvoir, chassé de l'armée, déchu de son grade, il apporta à la *Ligue Française Antimaçonnique* le concours de son dévouement et devint le délégué général de nos sections de Bretagne. C'était encore servir la France...

La guerre devait le rendre à cette armée qu'il avait aimée passionnément. Il reprit du service et trouva une mort glorieuse au lendemain de la victoire de la Marne. Ayant à entraîner son bataillon, sous un feu d'enfer, à la conquête d'un passage difficile, il s'élança le premier en criant : « Il n'y a pas de Prussiens qui tiennent, il faut passer ! En avant ! » Sa mort paya le succès de nos armes.

Digne fin du brave soldat dont nos amis ont entrevu maintes fois, à la tribune de nos réunions, la silhouette martiale.

PIERRE DE VALLOIS

Les adhérents de la *Jeunesse Antimaçonnique de Paris* n'ont

point perdu le souvenir de leur dévoué secrétaire de 1911 et 1912, Pierre de Vallois, dont le père est un des membres les plus éminents de notre section de Poitiers.

Une homonymie nous avait d'abord fait croire que notre ami, disparu depuis le commencement de septembre, était prisonnier en Allemagne. Cet espoir nous a malheureusement été enlevé : son corps, reconnaissable seulement à sa médaille individuelle, a été, en effet, retrouvé au bout de trois mois.

Nous adressons à son père et à toute sa famille si durement frappée nos respectueuses condoléances.

JEAN-BAPTISTE BRENIER

Cousin de notre secrétaire général, Jean-Baptiste Brenier, dont quelques-uns de nos ligueurs se rappellent, avait fait partie des volontaires demandés pour le Maroc et s'était distingué lors de l'assaut donné à Fez par les tribus insurgées. La guerre le trouva sergent-major aux tirailleurs sénégalais.

Versé dans un régiment colonial, il prit part à l'attaque de la Lorraine annexée par l'armée du général de Castelnau, et sa conduite au feu lui valut d'être immédiatement proposé pour le grade de sous-lieutenant.

Il n'avait pas encore eu le temps d'en revêtir les insignes quand le 22 août, au combat de Montigny, il eut la tête fracassée par un éclat d'obus. Tous ceux qui l'ont connu regretteront ce jeune homme souriant, dont l'intelligence ouverte et affable commandait la sympathie.

Trois autres cousins de notre Secrétaire Général ont été également frappés depuis le commencement de la guerre.

AUGUSTE GEISKOPF

Auguste Geiskopf fut l'organisateur des ventes de propagande de la *Revue Antimaçonnique* et il s'acquitta longtemps de cette tâche avec un rare dévouement.

Le 22 octobre, dans un engagement près d'Amiens, au cours duquel il se prodigua, il recevait de graves blessures.

Il a succombé à ces blessures, six semaines plus tard, dans l'ambulance où il était soigné.

Nous offrons à sa mère, Mme Geiskopf, l'hommage de nos condoléances.

LE GÉNÉRAL CHANOINE

Bien qu'il ne soit pas au nombre des victimes de la guerre, force nous est de signaler dans cette liste funèbre notre éminent ami le général Chanoine, grand officier de la Légion d'Honneur, décédé après une courte maladie dans sa propriété de Baudemont, par Anglure (Marne).

Né à Dijon, en 1835, le général Chanoine avait fait, comme officier du corps d'Etat-Major, la campagne de Chine en 1860. Capitaine en 1866, il fut le chef de la mission militaire française chargée d'organiser l'armée régulière japonaise, qui n'existait pas encore. Il assista à la grande révolution qui, en 1867, rendit le pouvoir à la dynastie mikadoniale, en la personne du mikado Moutso-Hito, fondateur de la puissance japonaise.

Rentré en France, il fit la guerre de 1870 comme aide de camp du général Frossard et devint lieutenant-colonel.

Colonel en 1880, il fut attaché militaire à l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg et y acquit une parfaite connaissance de la langue russe qui lui permit plus tard d'envoyer, à maintes reprises, au *Bureau Antimaçonnique International*, des traductions de journaux et de livres russes.

Général de brigade en 1885, divisionnaire en 1893, le général Chanoine fut appelé en novembre 1898 au Ministère de la Guerre, au moment ou l'agitation dreyfusiste battait son plein. Pris à partie, il donna sa démission à la tribune de la Chambre, dans des conditions retentissantes, en affirmant solennellement la culpabilité de Dreyfus. Seul, un scrupule de légalité l'empêcha, ce jour-là, de clôturer à la fois l'affaire Dreyfus et la vie du Régime en faisant occuper le Palais Bourbon par l'armée de Paris, qui n'attendait qu'un ordre pour agir.

Dans la retraite où il vécut depuis lors, le général Chanoine se passionna pour l'étude de la question juive et de la question antimaçonnique. Son étroite collaboration nous fut constamment la acquise et nous lui devons en grande partie l'organisation de nos services de correspondance en Russie. A chacun de ses voyages à Paris, qui s'étaient fait plus rares depuis deux ans, sa physionomie vaillante et gaie de zouave à barbe blanche apparaissait dans nos bureaux.

Ce magnifique soldat, qui comptait six campagnes et deux citations à l'ordre du jour, est mort avec le regret d'être, de par son grand âge, simple spectateur de la lutte qu'il avait prévue et annoncée. L. F. A. M.

Un Projet Maçonnique

DE

RAPPROCHEMENT FRANCO-ALLEMAND

Ce thème fut l'un de ceux que proposèrent, l'année dernière, aux discussions des Loges françaises, le Grand Orient et la Grande Loge de France. A l'heure même où les citoyens français suivaient, angoissés, la marche des événements qui aboutirent, le 3 août 1914, à la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, les Loges de Paris retentissaient encore de déclarations proclamant la nécessité d'un *rapprochement loyal entre la France et l'Allemagne.* Au moment où le gouvernement français s'apprêtait à appeler les Français sous les armes, le Grand Orient et la Grande Loge de France invitaient les FF.·. à prendre part à la *manifestation maçonnique internationale de Francfort-sur-le-Mein* et les pressaient d'envoyer leur adhésion avant le 1er août dernier (1).

C'est à l'année 1900 qu'il nous faut remonter, si nous voulons esquisser un historique des efforts des maçons français pour préconiser une *alliance entre la France et l'Allemagne.*

Pour la durée de l'Exposition Universelle, les Francs-Maçons français avaient organisé, en faveur des Maçons étrangers de passage à Paris, une réunion hebdomadaire qui se tenait rue de Rivoli, à « la Palette d'or ». C'est là que, certain jour, fut conduit le F.·. Ernst Mayer, vénérable de la R.·. L.·. *Carl zum Brunnen des Heils* à l'Or.·. de Heilbronn

(1) *Bulletin Hebdomadaire*, n° 248, du 25 juillet 1914, p. 2.

(Wurtemberg). Ce personnage était invité quelques jours plus tard, le 28 septembre 1900, à assister à une tenue organisée à la salle Charras par la R.·. L.·. « Cosmos » et que devait présider le F.·. Nicol. Le F.·. Ernst Mayer s'y rencontra avec un autre compatriote, le F.·. Selenka, de Munich (Bavière); ils furent, tous deux, fort surpris de l'accueil empressé qui leur fut fait, et auquel ils étaient loin de s'attendre. Au cours des agapes, qui suivirent la tenue et auxquelles ils furent invités, ils eurent le plaisir de pouvoir causer dans leur langue nationale avec le F.·. Oswald Wirth : l'un des sujets de leur entretien fut la question du *rapprochement entre la France et l'Allemagne* et le bénéfice que tirerait la civilisation d'une réconciliation entre les deux nations (2).

Toutefois ce premier contact n'eût aucune suite immédiate.

En 1903, un autre F.·. M.·. allemand, le F.·. Dr Hohmann, de Hambourg, venait faire un séjour de quelques semaines à Paris et il en profitait pour entrer en relation avec les FF.·. français.

Il se présentait de la part du F.·. Ernst Mayer, de Heilbronn. On l'accueillit fraternellement : il était admis, le 6 avril 1903, à la séance de la Grande Loge de France et placé à l'Orient; on le chargeait de se faire l'interprète, auprès des Maçons de son pays, des sentiments de fraternité que professaient à leur égard les Maçons français (3).

Les relations qui s'établirent, à la suite de cette visite, entre la Grande Loge de Hambourg et la Grande Loge de France, amenèrent celle-ci à adresser à la première, le 17 février 1904, la lettre suivante :

Le Conseil Fédéral de la Grande Loge de France à la Grande Loge de Hambourg.

T.·. R.·. G.·. M.·. et TT.·. RR.·. FF.·.

Les maçons allemands qui, au cours de ces dernières années, ont eu l'occasion de visiter des Ateliers de la Grande Loge de France y ont toujours trouvé un accueil empreint de la plus sereine fraternité initiatique. Les maçons français qui ont pu frapper à la porte des Loges allemandes n'ont pas été moins bien accueillis.

Les Loges et les Maçons individuellement n'ont donc pas attendu que l'exemple leur vienne de haut pour se montrer animés de cet

(2) *Acacia*, de juin 1906 : « Entre Français et Allemands », par le F.·. Nix, p. 419 et 420.

(3) *Op. cit.*, p. 422.

esprit d'union qui a, de tout temps, fait la gloire de notre antique institution.

Dans ces conditions, le Conseil Fédéral de la Grande Loge de France estime qu'il ne saurait tarder davantage à prendre une initiative destinée à rétablir officiellement des rapports fraternels entre Maçons français et allemands.

Il a donc décidé de proposer à votre T.·. R.·. Grande Loge de faire échange de garants d'amitié, se déclarant tout disposé à entrer de même en relation avec les autres Grandes Loges régulières de l'Allemagne.

Comptant que la présente communication deviendra le point de départ d'une correspondance suivie, nous vous prions, T.·. R.·. Grand-Maitre et TT.·. RR.·. FF.·., de croire à nos sentiments fraternels et dévoués.

Le Grand-Maître : Gustave Mesureur.
Le Grand Secrétaire Général : Fiolet (4).

Avant de donner une réponse, la Grande Loge de Hambourg demanda si le Grand Orient de France ne serait pas disposé, lui aussi, à entrer dans la voie d'un rapprochement avec la Maçonnerie allemande. Le F.·. Oswald Wirth, chargé de cette négociation, essuya un refus de la part du Grand Orient et transmit cette réponse à la Grande Loge de Hambourg le 12 mars 1904 (5),

La situation était fort différente entre la Grande Loge de France et le Grand Orient et commandait leur attitude respective.

La Grande Loge de France était de création, ou plutôt de réorganisation récente, et n'avait aucun passé gênant.

Le Grand Orient de France, au contraire, avait un passé très lourd en pareille occurence et il ne pouvait entrer dans une semblable voie sans ménager soigneusement la transition.

Au lendemain de la guerre, en 1871, l'autorité allemande avait fait sommation aux huit Loges existant alors en Alsace-Lorraine de rompre toute relation avec le Grand Orient de France. Elles s'y étaient refusées et avaient préféré se mettre en sommeil. Le Grand Orient, lui, avait rompu toute relation avec la Maçonnerie allemande qui agissait si peu fraternellement vis-à-vis des FF.·. dans les pays nouvellement annexés par l'Allemagne.

(4) *Op. cit.*, p. 423.
(5) *Acacia* de juillet-août 1906 : « EntreFrançais et Allemands », par le F.·. Nix, p. 23.

Toutefois l'on pouvait noter à l'actif du Grand Orient de France *les déclarations amicales* faites par ses deux représentants, *en faveur de l'Allemagne*, lors du congrès maçonnique de Genève en 1902 (6). Le F.·. Hugo Ficke, G.·. M.·. de la G.·. L.·. « au Soleil », de Bayreuth, s'était fait l'écho de cette manifestation à la réunion des GG.·. MM.·. allemands tenue le 31 mai 1903.

Le 29 février 1904, la Grande Loge de Hambourg écrivait donc au F.·. Gerhardt, Grand-Maître de la Grande Loge « aux Trois Globes », qui avait, cette année là, la charge des affaires communes aux huit Grandes Loges allemandes, et le mettait au courant de la démarche que venait de faire la Grande Loge de France (7).

Les 11 et 12 juin 1905 les Grands Maîtres allemands, réunis à Hambourg, votaient la résolution suivante :

La réunion des Grands-Maîtres se déclare disposée à entrer en relations maçonniques avec la Grande Loge de France, mais ajourne la décision à prendre, relativement à la proposition dont elle est saisie, jusqu'au moment où des renseignements auront été obtenus sur certains points qui restent à élucider. (8)

L'enquête prescrite eût lieu un mois plus tard, le 22 juillet 1905. Une tenue exceptionnelle fut organisée à cette intention, à Strasbourg, pour les Loges « *An Erwins Dom* » et *Zum treuen Herzen* », tenue présidée par le F.·. Carl Wiebe, Grand-Maître d'honneur de la Grande Loge de Hambourg. Le F.·. Oswald Wirth, y était venu au nom de la Grande Loge de France et on y avait invité les FF.·. Kraft et Ernst Mayer, de Heilbronn. Le F.·. Wirth, y parla au mieux des intérêts qui lui avaient été confiés et à la fin de la tenue, le T.·. R.·. F.·. Wiebe lui remettait, ainsi qu'aux assistants, une médaille symbolique qu'il venait de faire frapper.

On y voit, disait-il : « deux drapeaux croisés, l'un français « et l'autre allemand, entre lesquels brille l'étoile de l'Intel- « ligence et de la Compréhension, alors qu'ils sont unis par « deux mains qui se serrent au-dessus du compas et de « l'équerre entrelacés. Au revers on lit : *Audenken an die* « *Fest-Loge zu Strasburg am 22 juli 1905* (commémoration

(6) *Op. cit.*, p. 26.

(7) *Op. cit.*, p. 27.

(8) *Op. cit.*, p. 28.

« du jour de fête des Loges de Strasbourg le 22 juillet 1905 (9). »

Le 3 juin 1906, à la réunion des représentants des Grandes Loges allemandes, dans le local de la Grande Mère Loge de l'Alliance Ecclectique, de Francfort-sur-le-Mein, on votait, à l'unanimité, la reconnaissance de la Grande Loge de France. Et l'auteur de l'article d'ajouter : « On racontait, que *S. M*, « *Guillaume II*, *vivement intéressé dans la question, aurait* « *su faire entendre raison*, *le moment venu*, *aux chefs par* « *trop intransigeants de la Maçonnerie prussienne.* Tels « seraient, nous dit-il, les dessous du vote de Francfort. » (10)

Nous comprenons sans peine que le kaiser, préoccupé d'endormir la vigilance française à l'heure même où il hâtait ses préparatifs d'agression, ait saisi l'occasion d'agir sur l'opinion de la France et de la tromper par l'intermédiaire de la Franc-Maçonnerie des deux pays.

A partir de ce jour les occasions vont se renouveler fréquemment pour les FF.·. MM.·. français de fraterniser avec les Loges Allemandes et bientôt le Grand Orient, lui-même faisait un pas en avant dans cette voie.

Au cours du Convent de 1908, le délégué de la Loge *Alsace-Lorraine* reprochait au Conseil de l'Ordre d'avoir retranché de l'annuaire du Grand Orient la page rappelant qu'en 1871 les Loges des provinces perdues préférèrent se dissoudre plutôt que de se rattacher à l'une des Grandes Loges allemandes. Le F.·. Lafferre, président du Conseil de l'Ordre, répondait, tout en rendant hommage aux sentiments respectables des patriotes protestataires : « La Maçonnerie doit « s'interdire de nourrir des rancunes, même légitimes. Le « souvenir du passé lui est assurément sacré, mais sa tâche « primordiale *consiste à préparer l'avenir, en parant aux con-* « *flagrations entre peuples et en amenant ceux-ci à solutionner* « *pacifiquement leurs litiges*. Dans ces conditions, la suppres- « sion incriminée parut opportune au Vénérable d'une des « Loges de notre frontière de l'Est, et c'est à la requête de « ce Maçon éminent que le Conseil de l'Ordre s'y est décidé. »

(9) *Op. cit.*, p. 28 à 32.

(10) *Acacia* d'octobre 1906 : « Entre Français et Allemands », par le F.·. Nix, p. 188 à 190.

Et, par 294 voix contre 49, la suppression dont il s'agit était ratifiée par le Convent (11).

Ce fut le premier pas officiel, fait par le Grand Orient de France, vers la réconciliation avec la Maçonnerie Allemande. L'on ne sera pas, sans remarquer, par le langage tenu par le T.·. Ill.·. F.·. Lafferre, que, dans l'esprit de nos Maçons français, ce fait dépassait de beaucoup l'atmosphère des Loges, et qu'il devait avoir une répercussion dans la politique européenne elle-même. Il ne s'agissait pas moins, en effet, que d'aboutir à une entente, sinon à une alliance, entre la France et l'Allemagne. On en posait les prémices et Guillaume II pouvait à bon droit s'en réjouir.

Le 7 février 1909 se tenait à Strasbourg la réunion des Loges de la région du Rhin supérieur. Au cours de cette réunion il fut question de la réconciliation avec le Grand Orient de France; un seul opposant se rencontra dans l'Assemblée, ce fut le F.·. Von Fischer Treuenfeld, général prussien, combattant de 1870 et Vénérable de la R.·. L.·. *Fredrich zur Treue*, de Fribourg-en-Brisgau, Loge relevant de la Grande Loge *Aux Trois Globes*, de Berlin. L'opinion de ce vénérable F.·. fut universellement combattue (12).

Au cours de l'année 1910 le F.·. Baugel, Grand-Maître de la Grande Loge Ecclectique de Francfort (elle venait de renouer la première des relations fraternelles avec le Grand-Orient de France) visitait le Grand Orient et y était reçu chaleureusement (13).

En 1911, la réconciliation était un fait accompli et le Grand Orient de France ouvrait toutes grandes les portes de la rue Cadet aux Maçons étrangers, la plupart allemands, qui venaient tenir dans son Temple les assises de la *IVe Manifestation maçonnique internationale pour la Paix.*

Ainsi se terminait la première étape qui avait pour but la réconciliation des Maçons français et allemands et où nous avons vu les FF.·. français faire les premières avances et donner les premiers gages.

(11) *Acacia* d'avril 1909 : « les Francs-Maçons allemands et le Grand Orient de France », par le F.·. Oswald Wirth, p. 299.

(12) *Acacia* de mars 1909 : « Chronique Maçonnique », p. 231.

(13) *Acacia* de septembre-octobre 1910 : « Francs-Maçons de France et d'Allemagne », p. 12.

* * *

La deuxième étape, celle qui dans leur esprit devait aboutir à la réconciliation de la France et de l'Allemagne, allait s'ouvrir. C'était une campagne à lancer dans les Loges et dans le pays. Elle commençait, le 12 Avril 1913, par la conférence faite à la Loge *la Fidélité* par le F.·. Alfred Pevet, publiciste, orateur de la Loge « la Fidélité » et membre du Tribunal de Cassation de la Grande Loge de France. Il donnait ce jour-là *Les raisons historiques et actuelles d'un rapprochement Franco-Allemand.*

Vu son importance nous allons donner ici une analyse de cette conférence. Les autres orateurs que nous verrons courir les Loges de la région parisienne ne feront guère, en effet, que reproduire et développer le thème du F.·. Alfred Pevet.

Ainsi que l'indique le titre même de sa conférence notre *Orateur* présente deux espèces de preuves qui militent en faveur d'un rapprochement entre la France et l'Allemagne : les unes sont tirées de *l'histoire*, les autres de la *situation actuelle.*

Avant d'aborder le développement de sa thèse, le F.·. Orateur commence par poser un principe et faire une constatation.

Le *principe* est celui-ci :

L'unité nationale, dans les limites ethnographiques créées par la nature ou l'histoire, est la forme dans laquelle le droit prend le plus aisément corps et figure. Un attentat extérieur à cette unité apparaît ainsi un attentat au droit. Une annexion qui a pour effet d'arracher à son milieu d'origine et de formation une collectivité d'hommes est un attentat au droit, à la fois à l'égard du peuple que l'on démembre et à l'égard du peuple arraché, sans son assentiment, à son groupe primitif. (14)

La *constatation,* à son tour est celle-ci :

Est-ce là le sens de l'acte de l'Allemage en 1871 ? Est-ce là le sens du traité de Francfort? Oui, sans doute, *si l'on considère le fait isolément, le fait brutal de l'annexion ;* MAIS, *si on l'envisage dans ses rapports avec l'histoire*, avec certains évènements antécédents,

(14) « Raisons historiques et actuelles d'un rapprochement Franco-Allemand ». Conférence faite le 23 avril 1913 à la Loge *La Fidélité*, de Paris, par Alfred Pevet. Paris, *L'Emancipatrice*, 3, rue de Pondichery, 1913, p. 7.

on est conduit à considérer que ce traité, œuvre de la guerre, fruit de la brutalité et de la violence, *se substitue simplement à des traités antérieurs*, œuvres également de la guerre, fruits de la brutalité et de la violence. C'EST LA LIQUIDATION DE DUELS SÉCULAIRES, DONT LE DÉNOUEMENT EST LE TRIOMPHE DE L'UNITÉ ALLEMANDE et comme une revanche, sur la France moderne, des attentats de la France des rois et des Napoléons contre cette unité (15).

L'on voit ici clairement la thèse que développera l'auteur ; à l'abri d'un principe, équivoque et discutable, il va s'efforcer de nous démontrer que les Alsaciens-Lorrains sont indiscutablement de race germanique et que le traité de Francfort est juste, puisqu'il n'a fait que de les réunir à leurs frères de race, que ce serait, en outre, une injustice évidente que de vouloir restituer à la France ce que la guerre de 1870 lui a, avec juste raison, enlevé.

Voyons maintenant les raisons apportées à l'appui de cette thèse, et tout d'abord, les RAISONS HISTORIQUES :

1° *Français et Allemands ont des racines communes*. C'est sur des tribus d'origine indo-germaniques, Celtes, Belges, Cimbres, Aquitaines, établies sur les terres dites de Gaule, que Rome, au premier siècle de l'ère chrétienne, étend son système impérial d'institutions et de lois. Mais bientôt, dans les cadres administratifs qu'a dressés Rome en Gaule, un deuxième apport germanique de Visigoths, de Burgondes et de Francs vient se déposer. En l'an 800, le roi germanique des Francs, Charlemagne, qui a réuni sous son sceptre Gaulois, Francs de Gaule et vieux Germains (Franci latini et Franci teutones) est sacré par Léon III, dans la basilique Saint-Pierre, empereur de cet Occident qu'il a conquis. Le vieil empire romain est reconstitué, mais il passe, au profit des Francs, du Sud-Est à l'Ouest (16).

Comment après une telle preuve, et avec l'aide puissante du principe qu'il a posé, le R.·. F.·. A. Pevet n'a-t-il pas été jusqu'à demander, non seulement que l'Alsace-Lorraine restât allemande, mais encore que la France elle-même soit mise sous le sceptre de l'empereur des Germains? C'eût été logique.

2° *Le traité de Verdun a établi les bases territoriales de la nouvelle Europe occidentale. La France* a pour limites à l'est le Rhône, la Saône, la Meuse et l'Escaut. Entre ces fleuves, le Jura et le Rhin, s'étire une bande de terre, royaume de *Lotharingie* ou de *Lorraine*.

(15) *Op. cit.*, p. 7.
(16) *Op. cit.*, p. 8.

Au-delà des Alpes helvétiques et du Rhin, *l'Allemagne* ou, plus exactement, les Allemagnes (17).

Nous voyons, là, naître la Lorraine dont la destinée est d'être, tour à tour, absorbée par la France et l'Allemagne.

3° *Une première fois, à la mort du roi de Lorraine, ce royaume est partagé entre la France et l'Allemagne* . . . .

Quarante-trois années après le traité de Verdun, l'héritage de Charlemagne, divisé, se morcelle. Les grands réunis en diète, à Tribur, le décomposent en sept royaumes.

... *Le grand fait historique du traité de Verdun et de la diète de Tribur, c'est la séparation en nations distinctes de l'Allemagne et de la France.* (18).

Laissons de côté ce que le F.·. Pevet nous dit de l'histoire de l'Allemagne et voyons ce que deviennent, au milieu de tous les bouleversements qu'il décrit, la *Lorraine* et l'*Alsace*.

En 895, soit 52 ans après le traité de Verdun, le dernier roi de *Lorraine*, Zwentibold, est chassé par ses sujets. Les Lorrains se donnent alors au roi de Germanie; 26 ans après, ils se reprennent et se confient au roi de France. Le roi de France n'en sera pas plus riche. A la chute de Zwentibold, la Lorraine est devenue un duché. Le nouveau duc auquel le roi de France a soumis les Lorrains s'empresse de se rendre indépendant du roi. Mais les successeurs du duc sont germanisés par Henri l'Oiseleur, le véritable fondateur de l'Allemagne. Enfin en 954, la Lorraine échet à l'archevêque de Cologne qui, en 959, la partage en Basse et Haute Lorraine. La Basse-Lorraine, au nord, moins les évêchés de Trèves, Metz, Toul et Verdun, qui y sont enclavés mais qui dépendent directement de l'empire germanique, sera (exception faite des trois derniers évêchés, qui deviendront français sous Henri II) et restera Lorraine allemande, donnera naissance à la maison de Brabant. La Haute Lorraine, au sud, deviendra le duché proprement dit de Lorraine. Pendant 15 ans, de 1033 à 1048, les deux Lorraines, toujours germaniques, sont réunies sous le même duc. Puis, fait nouveau capital, en 1048, Gérard d'Alsace, duc de haute Lorraine et souche de la maison autrichienne des Habsbourg, rend son duché héréditaire ; ses descendants le posséderont jusqu'au XVIII^{e} siècle (1737), sauf à certains intervalles où ils en seront dépossédés par les rois de France. Ainsi la France punit le duc de Lorraine, en 1634, d'avoir donné asile au frère de Louis XIII, en occupant le duché militairement. En 1658, Richelieu offre de rendre le duché s'il consent à démanteler ses places fortes. Sur refus du duc, le cardinal garde le duché, qui ne sera restitué qu'à la fin du règne de Louis XIV. Enfin

(17) *Op. cit.*, p. 9.
(18) *Op. cit.*, p. 9 et 11.

en 1738, la Lorraine est cédée par entente avec l'Autrice à Stanislas de Pologne, beau-père de Louis XV, à qui elle revient après la mort de Stanislas. . . . .

La Lorraine est franque, franque comme ses voisins de l'ouest, Francs latins, comme ses voisins de l'est, Francs Teutons. (19)

Pourquoi donc, en ce cas, prétendre qu'elle doit appartenir à ces derniers de préférence aux premiers?

Venons maintenant à l'*Alsace* :

Une espèce de condottière, un Bernard de Saxe-Weimar, tente de se tailler sur le Rhin un Etat indépendant; il conquiert l'Alsace, puis meurt. Richelieu prend à sa solde l'armée de l'aventurier et conserve la proie conquise . . . .

Nous sommes au xvii^e siècle, c'est-à-dire en 1648. L'annexion par la France de l'Alsace, de ses villes libres, de ces populations germaniques, est un fait nouveau considérable. Jusqu'à présent, les guerres entre féodaux ou souverains se sont réglées par des déplacements de souveraineté qui ne changeaient rien au caractère intime des peuples passés sous un nouveau sceptre. Mais à ce moment où Languedoc, Aquitaine, Provence, Bourgogne, Ile de France sont devenues la France, une, par la personne du roi, par une langue commune, des institutions identiques, une culture similaire, *l'annexion de l'Alsace, pays de formation, de langue et de sensibilité allemande, est un attentat au droit*, le plus manifeste, des premiers en date, puisqu'il arrache un peuple à son milieu originel pour le rattacher à un corps auquel ne l'unit aucun lien. (20)

Voyons maintenant les *raisons actuelles* d'un rapprochement Franco-Allemand?

Voici la première raison :

1° *La France méconnut les conditions de la vie de l'Allemagne.* Elle pratiqua et renoua à l'égard de ce pays la politique des rois et celle de Napoléon I^er, reniant la doctrine des nationalités de la Révolution française. Cette politique était d'autant plus odieuse qu'elle était exclusive à l'Allemagne. La France avait en effet, aidé l'Italie à constituer son unité, mais elle surveillait sa voisine de l'Est, craignant que, si l'Allemagne réalisait son entreprise unitaire, elle ne disputât à la France l'hégémonie de la puissance en Europe. (21)

2° *Une annexion, par la violence, par la force*, continue le F∴ Pevet, *est certes un crime. Encore convient-il de l'apprécier, non isolément, mais dans sa genèse, dans son cadre, dans ses fins; sa signification en est ainsi grandement modifiée.* Ce n'est plus alors

(19) *Op. cit.*, p. 9 et 10.
(20) *Op. cit.*, p. 15 et 16.
(21) *Op. cit.*, p. 26.

que le dernier terme d'une série, le dernier anneau d'une chaîne de faits de même ordre que nos aïeux considéraient comme des conséquences bonnes, ou mauvaises de la guerre, mais inéluctables, que nous pouvons considérer, avec notre notion du droit des nationalités, comme des crimes, dont notre conception nouvelle nous ordonne précisément de fermer l'ère, d'enclouer le dernier chaînon. A cette condition on peut parler de tous les attentats au droit du passé et S'ÉPARGNER, *en évoquant à dessein ou inconsciemment le seul attentat du traité de Francfort,* LA PRÉPARATION DE NOUVEAUX CRIMES, *l'ouverture d'une nouvelle ère de violences et de revanches, d'annexions et de contre-annexions.* (22).

A cette deuxième raison, notre excellent orateur va en ajouter une troisième, non moins péremptoire, pour nous convaincre que l'Alsace-Lorraine doit rester allemande.

3° *Ce patriotisme propriétaire repose sur des notions fort contestables.* CES PATRIOTES CROIENT VOLONTIERS QUE LA RIVE GAUCHE DU RHIN NOUS A ÉTÉ CÉDÉE PAR LES DIEUX DÈS L'ORIGINE DU MONDE. Leur cœur se gonfle de mélancolie, quand ils entendent chanter les beautés du « Rhin français ». La nature, croient-ils, oubliant leur propre et antique origine, a fixé les tribus germaniques de l'autre côté du Rhin, avec défense de la franchir. Ils en trouvent la preuve dans les *Commentaires* de Jules César, le premier historien documenté des Gaulois. *Germani qui trans Rhenum incolunt,* dit Jules César. La vérité c'est que l'*Allemagne n'eut jamais de « frontières naturelles » et c'est un fait qui la caractérise.* Un fleuve ne saurait être classé parmi les frontières naturelles, obstacles difficilement franchissables au-delà desquels la nature revêt un autre caractère (23).

Nos FF.·. oublient-ils donc l'Alsace et de la Lorraine, les renient-ils? Que non! ils veulent le bien de ces provinces :

4° Non, non! *Nous n'oublions pas qu'Alsace, Lorraine et France ont vécu côte à côte à un moment de l'histoire* qu'elles ont aujourd'hui encore un patrimoine de souvenirs communs, que Lorraine annexée et Alsace ont collaboré à notre Révolution française, et la meilleure démonstration de la réalité de notre sympathie c'est que *nous voulons pour l'Alsace, pour la Lorraine annexée, désormais, la paix, la paix pour les Alsaciens-Lorrains dans la paix Franco-Allemande* (24).

(22) *Op. cit.*, p. 28.

(23) *Op. cit.*, p. 28 et 29.

(24) *Op. cit.*, p. 30.

D'ailleurs, nous n'avons pas à nous faire d'illusion, écoutez :

5° *Alsace et Lorraine annexées paraissent lasses d'être l'enjeu des querelles chauvines françaises et allemandes;* ELLES ASPIRENT AU DROIT COMMUN COMPLET DANS L'EMPIRE FÉDÉRAL; elles sont lasses de constituer une muraille de haine entre les deux pays; elles aspirent à devenir un point de jonction où pourraient se rencontrer deux civilisations parvenues au même étiage. Voilà quels sont actuellement les sentiments de l'Alsace-Lorraine, voilà quelles sont ses aspirations (25).

A cela vient s'ajouter un fait qui est difficilement contestable : c'est que la France est incapable de lutter avec quelque chance de succès contre l'Allemagne. Lisez plutôt :

6° En présence de la rupture du *statu quo*, en présence du renforcement de la puissance slave, et pour faire face aux apparences agressives de la politique française, l'Allemagne gouvernementale se croit dans l'obligation de puiser plus largement dans ses réserves d'hommes en étendant la limite de son recrutement militaire. L'Allemagne arme..... la France arme..... Duel stupide, duel inégal, duel criminel. La menace appelle la menace. A la provocation répond la provocation. On arme ici, on arme là. Les peuples payent aujourd'hui de leur argent, payeront peut-être demain de leur sang cette politique aveugle de leurs ministres, de leurs gouvernements irresponsables. Et cette paix armée, qui pèse comme un cauchemar sur l'Europe depuis 1870, s'aggrave, aggrave nos charges, épuise notre activité, nourrit les œuvres de mort des fruits du travail vivant, menace notre raison, refoule sans cesse de l'horizon le monde nouveau de démocratie et de fraternité que notre cœur appelle. *Duel ridicule, où de deux pays qui possèdent l'un 50 habitants aptes à porter les armes, l'autre 90, celui-ci en armant 51, l'autre croit, par des moyens subtils, pouvoir lui en opposer autant !* (26)

C'est d'ailleurs une nécessité pour l'industrie et le commerce que la paix franco-allemande.

7° *Indispensable enfin est la paix pour l'industrie et le commerce*, dont la sécurité et le développement normal sont liés à la liberté du travail et des échanges (27).

Enfin pour rassurer les patriotes qui, malgré tout, pour-

(25) *Op. cit.*, p. 31.
(26) *Op. cit.*, p. 33.
(27) *Op. cit.*, p. 35.

raient être inquiets sur les suites de cette abdication complète demandée à la France, on chante un dernier couplet en faveur du pacifisme allemand incarné dans la socialdémocratie.

Ils ignorent que l'Allemagne moderne n'a pas épuisé les forces vives d'idéalisme social, d'idéalisme philosophique qui ont présidé à son éclosion, galvanisé sa formation, forces d'idéalismes qui dressaient en 71, contre leur propre gouvernement, Liebknecht et Bebel, qui faisaient jaillir de leurs lèvres une éloquente protestation contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, qui leur permettaient de braver les deux années de forteresse auxquelles cette protestation les faisait condamner.

Nombreux sont les Français qui ignorent les forces du pacifisme allemand, pacifisme qui se manifeste avec éclat dans les congrès de la paix, qui rallie et unit les plus grands esprits, qui se glorifie de Richter, comme le pacifisme français se glorifiait de Passy. *Ils ignorent qu'il y en Allemagne une Social-Démocratie vigoureuse et librement disciplinée*, qui est un exemple pour le monde. et. *à côté de cette masse populaire profondément pacifiste*, en opposition aux partis chauvin, militaire, pangermaniste, audacieux et puissants certes, *des forces démocratiques qui souhaitent, qui expriment le désir d'un rapprochement franco-allemand* (28).

Les événements qui viennent de donner un si cruel et si complet démenti aux illusions du T.·. R.·. F.·. Alfred Pevet ont-ils été capables d'ouvrir enfin les yeux aux FF.·. MM.·. français ? On le désirerait, mais nous avons de bonnes raisons pour croire qu'il n'en a pas été ainsi.

*
* *

Pour obtenir ce résultat de tromper la France sur les intentions de l'Allemagne, on a utilisé tour à tour les conférences et les discussions contradictoires, que vinrent appuyer deux circulaires, l'une de la Grande Loge de France, l'autre du Grand Orient de France, mettant la question du rapprochement à l'ordre du jour des Loges et sollicitant leur avis et leurs vœux afin de préparer les décisions à prendre dans les Convents que les deux puissances maçonniques comptaient tenir en septembre 1914.

Parmi les conférenciers qui ont porté la bonne parole dans

(28) *Op. cit.*, p. 37.

les Loges et préparé les esprits à ce sujet, nous pouvons citer, après le chef d'orchestre Alfred Pevet, les FF.·. suivants :

Deux parlementaires : le *F.·. André Lebey, député de Seine-et-Oise*, secrétaire du Conseil de l'Ordre du Grand Orient, et le F.·. *Goude, député du Finistère*, membre de la Loge « l'Education Civique ».

Donnons aussi une place à part au F.·. *Bouvier, membre de la Social-Démocratie allemande*, qui s'est multiplié pour propager à Paris l'idée du rapprochement Franco-Allemand.

Citons encore les FF.·.

Bougrat, secrétaire de la R.·. L.·. la *Libre Pensée ;*

Noël Hardy, membre de la R.·. L.·. *les Etudiants ;*

Jutteau, orateur de la R.·. L.·. *Art et Travail ;*

J. Kerkowitz, membre de la R.·. L.·. l'*Economie Sociale ;*

Leblond, rapporteur des échanges internationaux aux Congrès de Londres, Bruxelles et Paris, orateur de la R.·. L.·. *les Amis de l'Humanité.*

Un conférencier, par exception, n'appartenait pas au monde maçonnique. Il s'agit de *M. Gustave Hervé*, rédacteur en chef de la « Guerre Sociale ». Mais il y a appartenu jadis et, à plusieurs reprises, il a été question de lui, en termes élogieux, dans les Convents — preuve évidente qu'en maçonnerie démission ne veut pas dire défection.

Enfin, un maçon, le *F.·. Baduel*, avocat à la Cour d'Appel, qui s'était donné la tâche de répondre aux conférences de l'ex F.·. Gustave Hervé et s'efforçait de faire entendre à ses FF.·. le langage de la raison. Il allait partout proclamant et démontrant cette vérité que LES ALLEMANDS NE CONNAISSENT ET NE RESPECTENT QUE LA FORCE. Inutile d'ajouter que l'infortuné prêcha dans le désert...

Le F.·. *Alfred Pevet* tenait ses assises à la R.·. L.·. *la Fidélité* et n'a fait dans toutes ses conférences que reprendre et développer plus amplement les différents points de sa première conférence, dont nous avons donné plus haut l'analyse.

Gustave Hervé se borna de répéter, dans les différentes Loges où il fut accueilli, la même conférence : *Vers un rapprochement Franco-Allemand : la question de l'Alsace-Lorraine.*

Le F.·. *Kerkowitz*, au sein de sa Loge « l'*Economie Sociale* », faisant l'*historique du Traité de Francfort-sur-Mein*, posait

et essayait de résoudre le problème suivant : « Y a-t-il lieu de provoquer une nouvelle convention additionnelle à ce traité ? Résolution à prendre », ajoutait le programme.

Le F.·. Jutteau proposait carrément la solution à la Loge *Art et Travail : Une alliance Franco-Allemande.* Il ne faisait, expliquait-il, qu'analyser et proposer la solution du colonel Stoffel, ex-attaché militaire à Berlin. Il n'est pas inutile de dire que le colonel Stoffel fut attaché militaire à Berlin avant la guerre de 1870 et que l'opinion qu'on lui prêtait se rattachait à cette époque de sa vie.

C'est au mois de mai dernier que ces deux FF.·. discourraient, le F. Jutteau le 25, le F.·. Kerkowitz le 28.

Le 9 juin 1914, le *F.·. Leblond* exposait à la Loge la *Fédération Maçonnique,* « *L'effort allemand vers le rapprochement, ses motifs, ses moyens, sa méthode* », et faisait valoir ses souvenirs de « *Trois années de séjour en Allemagne* », ce qui ne pouvait que donner du poids à son opinion.

Deux jours après à la Loge *la Solidarité Nogentaise*, à l'Or.·. de Nogent-sur-Marne, le F.·. *Noël Hardy* fixait « *Les bases d'un rapprochement Franco-Allemand* ».

Le F.·. *Bouvier*, lui, était plus varié dans ses sujets de conférence. Le 7 mai, à la Loge *la Prévoyance*, et le 23 mai, à la Loge *le Niveau Social* de Vincennes, il traite de *l'opinion allemande et la question d'Alsace-Lorraine*; le 28 mai, à la R.·. L.·. l'*AlsaceLorraine Ecossaise*, il parle des *Deux Internationales et le rapprochement Franco-Allemand.* Mais le F.·. Bouvier, ne l'oublions pas, malgré son nom français, est un fervent Social-Démocrate allemand et sa conférence la plus fameuse n'est-elle pas celle du 26 mars dernier ? Ce jour-là, toujours à la R.·. L.·. *Alsace-Lorraine Ecossaise*, il posait et osait traiter cette question : L'ALLEMAGNE PRENDRA-T-ELLE LA FRANCE EN TUTELLE ? On comprend à la rigueur qu'un social-démocrate allemand puisse avoir pareille opinion; ce que l'on comprend moins c'est qu'il puisse y avoir des français, même Francs-Maçons, qui puissent l'entendre soutenir sans s'indigner.

* * *

Il est un autre thème de discussion, que nous devons signaler ici, parce qu'il fut agité dans les Loges et qu'il est

connexe à celui dont nous venons de parler : c'est celui relatif à la loi militaire et à la campagne que menaient nos FF.·. MM.·. contre la loi de trois ans.

C'est toujours le même but qui est poursuivi. La nouvelle loi de trois ans est un obstacle qui vient d'être placé sur la route et qu'il faut à tout prix écarter. Ce qui importe à ces Messieurs, c'est avant tout l'alliance Franco-Allemande, la France dût-elle être réduite au rôle de sujette de l'Allemagne. N'ont-ils pas entendu le F.·. Bouvier le leur dire, sans que cela ait excité en eux la moindre réprobation.

Et, au moment même où le pays commence à être inquiet, où la diplomatie européenne se demande si la guerre ne va pas éclater, on entendait dans les Loges françaises des discours et des conférences contre la loi de trois ans, qui seule pouvait nous permettre d'affronter la lutte contre la puissance militaire allemande.

C'est ainsi que le 25 juin dernier à la R.·. L.·. *Travail et Vrais Amis Fidèles*, un F.·., capitaine en activité, faisait un exposé, suivi d'une discussion contradictoire, sur *Le corps des officiers de l'armée active, sa mentalité professionnelle, son rôle dans la République et son attitude en présence de la nécessité d'organiser les réserves de manière à ce qu'on puisse compter sur elles en cas de guerre.*

Le 6 juillet, à la R.·. L.·. l'*Education civique*, c'est un autre officier, le F.·. *Drouot*, qui nous parle sur *l'Armée républicaine et les faux républicains*. Conférence suivie, elle aussi, d'une discussion contradictoire.

Le 8 juillet, à la Loge *la Lumière*, de Neuilly-sur-Seine, le F.·. Brosse, du journal *l'Aurore*, traite du *Moyen de revenir au service de deux ans.*

Le 21 juillet, à la R.·. L.·. *l'Acacia*, le F.·. *Sarazin*, orateur de l'Atelier, faisait une conférence sur le sujet suivant : *La loi de trois ans est-elle nécessaire?* On était presque à la veille de la guerre : elle devait, en effet, éclater douze jours plus tard !

*
* *

Nos maçons ne se sont pas contentés de discuter en Loge : ils ont essayé d'agir et de poser la question dans le public.

Ils ont fondé pour cela le COMITÉ COMMERCIAL FRANCO-ALLE-

MAND (29). Comité créé pour établir l'équilibre le plus rationnel entre les deux pays que divise le traité de Francfort, son but, était-il dit, est, comme celui de la Franc-Maçonnerie française, le relèvement général de la France, l'augmentation du bien-être dans notre pays.

Il comptait parmi ses membres de nombreux FF.·. MM.·. français appartenant au commerce, à l'agriculture, à la diplomatie et à la politique, à l'Université et au Barreau. En 1910, il avait pour président le F.·. Pierre Baudin.

Une seconde œuvre, créée dans le même but, est celle des ECHANGES MAÇONNIQUES D'ENFANTS. Elle est due à l'initiative du F.·. Rackhorst, de Lennep, et de la Grande Loge *Zur Sonne*, de Bayreuth.

« Par l'enchevêtrement des idées, nous explique-t-on, des « idiomes et des intérêts, l'échange donnera finalement nais- « sance à cette langue mondiale tant désirée, à ces cerveaux « altruistes au moyen desquels les hommes enfin victorieux « des confusions et des préjugés, pourront construire l'édi- « fice idéal qui assurera la souveraineté définitive de la pensée « libre sur la destinée humaine (30). »

Mais l'œuvre la plus importante, à ce point de vue est LE BUREAU INTERNATIONAL DE LA PAIX, DE BERNE, créé en 1891, le 15 novembre, par une décision du congrès universel de la Paix, qui, cette année-là, se tenait à Rome.

La commission chargée de l'organiser se composait de MM. Frédéric Passy, Hodgson Patt, Charles Lemonnier, Th. Moneta, Frédéric Bajer, Alfred H. Love et Elie Ducommun.

Ses ressources se composent d'une allocation annuelle de 1.000 fr, que lui accorde le gouvernement Helvétique, ainsi que d'allocations analogues que lui font la Suède, la Norvège et le Danemark, auxquelles s'ajoutent des dons particuliers. En 1911, la fondation Carnégie, décidait de lui accorder une subvention annuelle de 100.000 fr. Subvention qui, à l'heure actuelle, est menacée d'une forte diminution.

Le *Bureau International de la Paix* est présidé par le F.·. *Quartier-la-Tente*, ancien Grand Maître de la Franc-Maçon-

(29) *Acacia* de février 1910 : « L'œuvre du Comité commercial Franco-Allemand devant l'opinion publique et la Franc-Maçonnerie », p. 140.

(30) *Acacia* de mai 1912 : « Les échanges Maçonniques d'enfants, p. 379.

nerie Suisse, et a pour secrétaire général le F.·. *H. Golay*.

Jusqu'à présent il a eu pour organe un bulletin bimensuel qu'il était, quand la guerre éclata, question de transformer en Revue.

L'une de ses créations les plus vivantes fut celle des MANIFESTATIONS MAÇONNIQUES INTERNATIONALES. Ce sont des réunions, nous assure-t-on, « amicales et familiales de Franc-« Maçons de France, d'Allemagne et des pays voisins »; leur but est d'arriver à *la suppression de la guerre maudite*, (31) et de *renouer les liens rompus entre deux Maçonneries* (32).

Ces manifestations ont une durée de trois jours.

Elles ont eu lieu :

Ire Manifestation, en 1907, à la Schlucht.
IIe Manifestation, en 1908, à Bâle.
IIIe Manifestation, en 1909, à Baden-Baden.
IVe Manifestation, en 1911, à Paris.
Ve Manifestation, en 1912, à Luxembourg.
VIe Manifestation, en 1913, à La Haye.

La VIIe Manifestation, celle de 1914, devait se tenir à Francfort-sur-le-Mein. Hélas...

Au moment même où l'on proclamait, en France, la mobilisation générale et où l'Allemagne déclarait la guerre à la France on pouvait lire, dans le *Bulletin Hebdomadaire* du Grand Orient l'avis suivant :

VIIe MANIFESTATION MAÇONNIQUE INTERNATIONALE

Francfort-sur-le-Mein.

Samedi, 15 août :

— Le matin à partir de 10 h., visite de la ville. Réunion à la L.·. Zur Einigkeit, Kaiserstrasse, 37. — 17 h., Réception des FF.·. et SS.·..

— A 19 h. : Tenue rituélique au 1er degré, dans le Temple.

— Réunion des SS.·. dans la Salle des Banquets.

Dimanche, 16 août :

— 10 h. : Réunion du Bureau International des relations maçonniques.

— 11 h. : Réunion de tous les FF.·. et SS.·. La manifestation. Discours.

— A 18 h. : Banquet.

(31) *Acacia* de février 1912, p. 82.

(32) *Op. cit.*, p. 120.

Lundi 17 août :

— 10 h. : Départ pour Wiesbaden. Visite de la Ville. — 13 h. : Déjeuner en commun (prix des repas 3 fr. 75, boisson non comprise). Ensuite visite de Neroberg.

20 h. : Réunion au Kurhauss : concert, illuminations.

— 23 h. 5 ou 23 h. 47 : Départ pour Francfort.

I. Les FF.·. sont instamment priés d'envoyer leur adhésion pour eux et pour leur famille les plus tôt possible et au plus tard le 1er août.

II. Les FF.·. pourront retirer le carnet de participant (contenant les billets pour la réception, la tenue et la réunion des dames du samedi, pour la réunion et le banquet du dimanche, pour le voyage de Wiesbaden (aller et retour), à la permanence installée à la Loge « Zur Einigkeit », 37 Kaiserstrasse. Téléphone : Hansa 3.493. — Le samedi de 9 h. à 17 h., et le dimanche de 9 h. à 13 h. — Prix du carnet 12 fr. 50. Adresser toutes les lettres à :

Dr Curt Hoffmann, Rosenapotheke, am Salzhaus, 3, Francfort-sur-le-Mein.

III. Pour retenir des chambres d'hôtel, s'adresser à Agence Cook, Kaiserstrasse, Francfort, avec qui une entente a été conclue.

IV. Aucune prescription de costume pour les participants étrangers. Pour la *tenue*, insignes maçonniques sans chapeau.

Un programme détaillé donnant l'indication des lieux et heures de réunion, sera adressé à chaque participant inscrit. (33).

Voilà ce à quoi on passait son temps, dans les Loges, à la fin de Juillet dernier. Au moment où l'Allemagne déjà mobilisait et se préparait à nous déclarer la guerre, à la veille de notre propre mobilisation, alors que tous les esprits étaient inquiets et qu'il n'était plus possible de se faire d'illusion sur la marche des évènements, au Grand Orient et à la Grande Loge de France on songeait encore à aller banqueter, discourir de la paix et parler, entre FF.·., d'une alliance entre la France et l'Allemagne. Quand on songe que le Gouvernement de la France, depuis trente ans, est identifié avec la Maçonnerie, on comprend l'intérêt qu'avait l'Allemagne à cette propagande, qui nous préparait de cruelles surprises.

Pour lancer l'idée dans le public et lui faire prendre corps on avait créé une nouvelle publication, LE BONNET ROUGE.

Une feuille-prospectus, encartée en supplément dans le *Bulletin Hebdomadaire* du 14 février 1914, l'annonçait dans ces termes :

(33) *Bulletin Hebdomadaire*, n° 248, du 25 juillet 1914.

Le Bonnet Rouge se propose de poser la question du Rapprochement Franco-Allemand devant le pays à l'occasion de la consultation électorale prochaine.

Il a dressé tout un plan d'action (affiches, tracts, interviews de littérateurs, savants, hommes politiques français, allemands et alsaciens-lorrains, envois de délégués dans les réunions électorales pour inviter les candidats de gauche à se prononcer sur la question du rapprochement franco-allemand, etc...)

Cette vaste campagne, dont les résultats ne peuvent qu'être profitables à la cause de la paix, intéresse tous les Maç.·.

Lire Aujourd'hui *dans le* Bonnet Rouge le texte de la première affiche éditée et qui, la semaine prochaine, sera apposée dans toute la France.

La première biographie des *Eminences grises.*

M. Dechambure
Agent du Creusot

Le Bonnet Rouge *parait tous les samedis*, 15 pages illustrées en couleur : **15** cent. Abonnement annuel donnant droit à tous les numéros hors série : **7.50** s'adresser au *F.·. Raoult*, administrateur, 8, boulevard des Italiens.

Dans une seconde feuille, supplément du *Bulletin Hebdomadaire*, huit jours plus tard, on pouvait lire :

PROCHAINEMENT :

Le Bonnet Rouge publiera une série de Biographies appelées à un certain retentissement :

Les Eminences grises

Tous nos FF.·. liront avec fruit les révélations du Bonnet Rouge sur certains personnages qui, pour être inconnus du grand public, n'en sont pas moins les véritables maîtres de tous les grands rouages politiques, économiques et financiers de notre époque.

D'accord, me direz-vous, mais tout ceci c'était avant la guerre; ne pouvait-on pas se permettre alors tous les rêves généreux ?

Sans doute, mais que diriez-vous si l'on vous prouvait que cette campagne se continue aujourd'hui, à l'heure même où les nôtres donnent généreusement leur vie pour assurer la liberté et la dignité de la Patrie ?

Il paraît bien qu'il en est ainsi, si on en croit un écho paru dans le journal *Le Temps* du 18 janvier dernier. On y lisait en effet :

Le comité du Bureau International de la Paix a tenu séance à

Berne, sous la présidence de M. Henri Lafontaine, sénateur socialiste belge. Des représentants des pays *belligérants* et neutres y assistaient. Il semble même que la présence des Allemands et des Autrichiens n'ait pas facilité les travaux de la Conférence qui s'est ajournée à une date indéterminée.

N'oublions pas que c'est ce « Bureau International de la Paix », de Berne, qui avait organisé, aux vacances de Pâques dernières, cette fameuse conférence entre parlementaires français et allemands, où figurèrent, entre autres, parmi les français les FF.·. Marcel Sembat et André Lebey.

N'oublions pas non plus que le Grand Orient et la Grande Loge de France versent à cette œuvre suspecte une subvention annuelle.

N'est-ce pas de la même officine que sort ce factum, intitulé l'*Humanité*, que depuis quelques temps la poste nous transmet? *Il est expédié de Suisse* et signé par un jeune turc, en résidence habituelle à Paris, le F.·. Yousouf (Joseph), Fehmi, 26, avenue Duquesne.

Le dit F.·. se qualifie de *publiciste turc* et assure être *auteur de nombreux ouvrages en français, domicilié à Paris pendant dix-neuf années consécutives, possédant un casier judiciaire immaculé et des certificats d'honorabilité des autorités françaises elles-mêmes.*

Ne vous dérangez pas toutefois pour aller l'interviewer, vous apprendriez que ledit F.·. est parti en voyage pour Barcelone, mais que l'on ne sait pas s'il y est encore ou s'il y sera longtemps, et l'on ajoute en confidence « il paraît qu'il « y aurait une histoire sur son compte. »

Nos lecteurs ne s'attendent pas à ce que nous reproduisions tout le factum; quelques courts extraits suffiront à leur en donner une idée. Ils ne seront certainement pas sans remarquer la grande ressemblance qui existe entre les idées développées par le F.·. Yousouf Fehmi et les raisons mises en avant par le F.·. Alfred Pevet pour expliquer la nécessité d'un rapprochement entre la France et l'Allemagne.

Pourquoi la guerre? Le F.·. Fehmi va nous en donner la vraie raison :

Toute l'immonde clique militaire et politico-financière qui gouverne la France *fait la guerre pour le profit des forbans de l'Angleterre et des cannibales de la Russie.*

L'Angleterre, la perfide ennemie de tous ceux qui ne servent pas

ses intérêts, *vient de déclancher la plus grande boucherie* des temps modernes...
La France déchue par la faute de ses gouvernants et *n'étant plus une rivale à redouter* pour l'Angleterre, c'est à l'Allemagne qu'il fallait s'en prendre. Et pour vaincre *l'Allemagne, devenue rivale sérieuse*, les gouvernants anglais ont eu recours à la France. Voilà succinctement, en deux mots la genèse de la guerre actuelle.

On accuse les Allemands, depuis le commencement de la guerre, de se conduire en sauvages. Le F.·. Fehmi proteste.

Ne parlons pas, dit-il, *de la barbarie allemande. Nous serions ridicules.* Nous avons à notre actif des atrocités dont la responsabilité pèsera lourdement sur les épaules de plusieurs générations de Français...

C'est là un thème des plus connus dans nos Loges, inutile de pousser plus loin la citation.
Les Allemands, d'autre part, ne demandent pas notre anéantissement, loin de là !

La France ne peut disparaître de la carte d'Europe. *Les Allemands seraient les derniers à vouloir la fin d'une grande puissance* qui a rendu des services et qui peut encore en rendre à l'humanité.

C'est bien, en effet. ce que nous assurait le F.·. Bouvier, le social-démocrate allemand dont nous avons parlé plus haut : il affirmait que l'Allemagne se contenterait de prendre la France en tutelle.
D'ailleurs l'Allemagne n'a jamais nourri de noirs desseins contre nous, même en 1870. Ecoutez plutôt :

Tendez la main à *l'Allemagne, qui n'a jamais nourri aucune haine contre vous.* Jamais, jamais les Allemands n'ont cherché à diminuer la France de son patrimoine. Non et non, l'Alsace n'a pas été reprise dans un esprit de conquête. *Ils ont repris ce qui leur appartenait. Ils ont réoccupé une contrée allemande que Louis XIV s'appropria après l'avoir dévastée.*

De plus les Alsaciens eux-mêmes veulent rester allemands; le F.·. Pevet nous le disait lui aussi.

Toujours la même antienne. Toujours la même redite : « l'Alsace est opprimée. Nous voulons libérer l'Alsace ». *Les Alsaciens eux-mêmes répondent qu'ils préfèrent la souveraineté de l'Allemagne à l'annexion de la France.*

Il n'est pas jusqu'à la note de notre intérêt industriel qui n'y soit :

L'activité pacifique et industrielle tend de plus en plus à remplacer l'activité guerrière et conquérante.

Laissons-là le F.·. Yousouf Fehmi et les injures grossières dont il émaille son factum. Il n'est, après tout, qu'un comparse de second ordre.

Ce qui nous a paru utile à signaler, c'est la vaste campagne d'avant-guerre menée en France par le Grand Orient et la Grande Loge de France pour notre désarmement et pour une alliance entre la France et l'Allemagne. Campagne qui a été présentée chez nous sous les auspices du *Bureau International de Paix, de Berne.* Campagne qui battait son plein à l'heure même où l'Allemagne avait déjà lancé son ordre de mobilisation. Campagne qui se poursuit encore à l'heure actuelle...

Le F.·. Visiteur a pensé qu'il était de son devoir de la dénoncer à l'indignation des patriotes.

LE F.·. VISITEUR.

GEORGES THIÉBAUD

Un homme vient de mourir qui, de l'avis de tous ceux qui l'ont entendu, a été un des meilleurs orateurs de ce temps : sa voix chaude, aux sonorités harmonieuses, charmait l'oreille des foules, en même temps que la limpidité de son argumentation s'imposait à leur esprit.

Par un rare privilège, cet homme joignait au don de la parole celui de la plume : ses innombrables articles ont été presque toujours des merveilles de vie et de mouvement ; beaucoup d'entre eux, sur lesquels les années ont passé, ne semblent même pas avoir vieilli.

Quelle fée bienveillante, épuisant sur lui sa prodigalité, avait en outre doué cet homme d'une vertu singulièrement rare en France et sans laquelle il ne se fait rien de durable : le talent d'organisation ? Il en fit preuve à maintes reprises et dans des conditions si difficiles que son succès eut quelque chose de paradoxal.

Ajoutez à ces avantages le charme d'un esprit noble et loyal, d'une conversation courtoise et affable jusque dans ses véhémences, d'un ascendant naturel sur ceux qui l'approchaient, et vous aurez une idée à peu près complète de celui qui vient de mourir.

Si un tel homme s'était rencontré dans les rangs de ce parti judéo-maçonnique qui a réduit la France en servage, il lui eut suffi de quelques capitulations de conscience pour atteindre au sommet de la hiérarchie politique : il eût été ministre, président du Conseil, et ses obsèques eussent été nationales. Le parti qui en est réduit à entourer d'une atmos-

phère de religieuse admiration le passable orateur et l'écrivain médiocre qu'est le F.·. Léon Bourgeois n'aurait rien eu à refuser à Georges Thiébaud — car c'est lui dont nous parlons.

Mais Thiébaud n'a vécu que pour combattre le régime que nous subissons depuis quarante années ; il lui a porté les plus rudes coups ; une fois au moins, il a touché à la victoire, et il n'a pas tenu à lui que fut donnée la secousse finale qui nous eut libérés. Vaincu, il n'avait pas désarmé, et son talent demeurait une force inemployée, mais redoutable, que le premier soin d'une Opposition intelligente aurait dû être d'utiliser.

Or, c'est un fait que ce prodigieux lutteur est mort sans avoir pu forcer les portes du Parlement, où tant d'encombrantes nullités de tous les partis ont trouvé siège à leur mesure; cet orateur captivant n'avait plus d'auditoires; cet écrivain avait vu toutes les grandes feuilles conservatrices renoncer à sa collaboration; cet organisateur n'avait plus de Ligue, plus même l'ombre d'un comité... Il y a pire, et Thiébaud, suivant sa propre expression, a quitté ce monde « en vrai journaliste, sans même laisser de quoi se faire enterrer ».

Il semble que le sentiment d'une grande injustice dans cet étrange destin ait dominé tous ceux qui se réunirent, le 24 janvier dernier, à la porte du petit rez-de-chaussée du boulevard Saint-Germain où Thiébaud avait rendu l'âme. Quelle mauvaise fée, annulant un à un les dons octroyés par sa rivale, avait condamné à la stérilité l'effort de cet homme si magnifiquement doué? Thiébaud lui-même se l'était demandé à son lit de mort. Après lui, trois des plus grands écrivains de ce temps ont médité sur le même problème et proposé leur solution.

Pour Charles Maurras, l'échec final de Thiébaud est dû à une insuffisance de logique politique. Ayant su voir à merveille et stigmatiser en traits de feu le parti juif, le parti huguenot et le parti franc-maçon, Thiébaud n'aurait pas su aller jusqu'à la conséquence naturelle de ses constatations et de ses justes colères : la déclaration de guerre à l'état de choses démocratique, qui donne à ces trois partis leur maximum de nocivité. Et Maurras précise :

Cependant nous sommes en droit de nous demander si tout est expliqué parce qu'on aura constaté que Thiébaud avait, et conserva, certaines idées fausses sur la puissance de la presse à gros tirage et sur l'excellence de la Démocratie. N'oublions pas que des hommes mille fois moins bien doués que Thiébaud ont poussé beaucoup plus loin que lui les mêmes erreurs — cela est vrai non seulement pour les gens au pouvoir, mais encore pour beaucoup de chefs de l'opposition — et pourtant ces hommes ne sont pas, pour cela, morts comme Thiébaud, abandonnés, isolés et fort pauvres... Le mystère de cette étrange destinée n'est donc pas entièrement éclairci.

A mon avis, c'est Edouard Drumont qui approche le plus de la vérité lorsqu'il écrit :

Il arrive souvent qu'après avoir subi les déceptions d'une défaite momentanée, certains hommes en vue ont un instant de triomphe, un succès passager qui les récompense de leurs efforts et les console de déboires, de vilenies, d'envies et même de haines qu'ils ont dû subir.

Thiébaud n'aura pas connu cette minute de suprême satisfaction dans cette existence d'homme politique qui convenait si bien à ses aspirations et à ses goûts. Tout le prédestinait à l'Agora, à ces joutes du parlementarisme où il aurait brillé par ses qualités oratoires merveilleuses, par la nette et claire compréhension des problèmes de son temps.

Mais ses adversaires parvinrent, pour chacune de ses candidatures, à lui opposer la plus irréductible animosité. Ils surent aussi exploiter à leur profit les quelques sujets de désaccord que l'on rencontre toujours dans tous les partis. Il faut bien le dire aussi, notre ami se heurta souvent à l'égoïsme et à l'indifférence de ceux qui auraient dû le soutenir, l'aider, et qui auraient pu oublier les quelques torts qu'ils lui reprochaient — son indépendance de caractère et une certaine résistance aux concessions — pour ne considérer que le dévouement du patriote.

Oui, c'est bien là qu'il faut chercher les causes essentielles de l'échec final de Georges Thiébaud : d'abord dans l'acharnement de l'Ennemi, qui avait reconnu en lui une force redoutable, et qui n'épargna rien, ni argent, ni efforts, ni perfidies pour l'accabler chaque fois qu'il essaya de jouer un rôle de premier plan ; ensuite dans la jalousie de beaucoup de ses alliés politiques, qui ne lui pardonnèrent jamais sa volonté d'échapper à l'atmosphère déprimante de leurs comités. Ces deux actions combinées suffirent pour lui fermer l'horizon et pour le paralyser jusqu'au bout.

Elles ne réussirent jamais, d'ailleurs, à lui faire éprouver un autre sentiment qu'un tranquille dédain, dont se rappellent les quelques amis qui restèrent, au crépuscule de sa vie, fidèles à ce grand délaissé.

FLAVIEN BRENIER.

QUELQUES NOTES SUR GEORGES THIÉBAUD

Nous avons dit que Georges Thiébaud, une fois dans sa vie, toucha au triomphe, mais qu'il ne tint pas à lui de l'obtenir et de libérer le pays du même coup.

C'était à l'époque du Boulangisme, dont il fut l'inventeur.

Thiébaud, alors petit journaliste au *Courrier des Ardennes*, eût l'intuition du rôle que pouvait jouer le général Boulanger. Le parti opportuno-radical, qui avait fait la fortune de ce dernier, commençait à s'inquiéter de la popularité de celui que l'on n'appelait plus que le « Général Revanche ». Toutes les dispositions étaient prises pour l'écarter de la scène politique, pour l'escamoter... Thiébaud accourut auprès du général, qu'il avait eu l'occasion de rencontrer quelquefois. Il l'encouragea à la résistance et conclut :

— Voulez-vous être président de la République ?

Le général après un moment d'hésitation, répondit :

— Ma foi, oui.

— Eh bien ! Laissez-moi faire et surtout ne me désavouez pas... Avez-vous de l'argent ?

— Pas beaucoup... Et vous ?

— J'ai cinq ou six mille francs dont je puis disposer.

— Je râclerai mes tiroirs de mon côté...

Ce fut avec seize mille francs en tout que Thiébaud commença cette étonnante campagne qui eut pour résultat de faire acclamer le général dans sept départements : le Loiret, le Maine-et-Loire, la Marne, la Haute-Marne, la Côte-d'Or, la Loire et même les Basses-Alpes.

Thiébaud s'en alla tout seul, relevant partout la liste des électeurs, faisant des conférences, passant vingt nuits en chemin de fer; puis il fit, toujours seul, son travail à Paris, et revint de nouveau dans les départements qu'il avait visité déjà une fois. Il réussit, sans autre secours que celui de son énergie, dans cette prodigieuse

Son original esprit critique, si libre et si hardi devant certains problèmes, s'arrêtait net, comme frappé de brusque inhibition, devant l'arche démocratique. Il n'examinait plus. Il ne discutait plus. Il vaticinait : le présent, le passé, le progrès, le recul... Ces entités bizarres avaient une espèce de vie physique pour lui, et peut-être se dessinaient-elles, dans son esprit, comme des espèces de monstres jetant feu et flammes par les naseaux pour mieux l'empêcher d'avancer. Le fait est qu'il n'avançait guère. Sa politique ne sortit jamais de l'étonnement, de la colère, du sarcasme et de l'ironie. Ce ne fut qu'une de ces oppositions de sentiment, qui n'ont jamais procédé d'un état d'esprit politique.

Dur jugement, où il y a du vrai.

Car il est exact que Georges Thiébaud garda toute sa vie un inexplicable penchant pour cette forme décente de la Démocratie qu'est le Césarisme. Il avait sur ce point un parti-pris tranquille, qui abolissait brusquement chez lui la faculté de raisonner. Je me souviendrai toujours de l'étonnement où il me plongea — un soir où je tâchais de l'amener à étudier la question maçonnique au point de vue des origines et de l'Histoire — en me répondant avec un accent de calme entêtement : « Voilà ce que je ne ferai jamais plus ! Je « l'ai essayé autrefois, mais j'ai vite constaté que cette étude « éloignait de la Démocratie... » La Démocratie, pour Thiébaud, était restée une divinité, qui, parce que divinité, avait raison contre la raison même, contre l'expérience acquise, contre l'évidence, contre l'Histoire...

Cette regrettable inconséquence doit-elle nous faire conclure, avec Charles Maurras, que l'opposition de Thiébaud ne fut jamais qu'une « opposition de sentiment » et qu'il « était plus près, au fond, de M. Clémenceau que de nous ?... » Ce verdict me paraît d'une rigueur inadmissible. Telle des campagnes de Thiébaud, celle contre le laïcisme par exemple, suffit à prouver qu'il était parfaitement capable de claire vision des faits et d'impeccable raisonnement. Sur un point, un seul : le choix de la forme politique idéale, la logique chez lui abdiquait devant l'impulsivité sentimentale. Encore cette abdication, si elle le laissait en marge des ennemis de la Démocratie, ne l'a-t-elle jamais amené à prendre rang aux côtés de M. Clémenceau. Thiébaud vécut et mourut de notre côté de la barricade, où sa conscience le retenait ; il savait que, de l'autre côté, avantages et honneurs eussent récompensé la moindre de ses défaillances — et de cela il n'avait nul regret.

Maurice Barrès a recueilli les « ultima verba » de Georges Thiébaud. En les écoutant, il n'a pu s'empêcher de lui dire : « Pour vous la destinée a été bien injuste ». Comment explique-t-il que « ce grand orateur, un des plus beaux qu'il ait connu », doublé d'un « écrivain concis, brillant, solide », ait eu cette fin mélancolique, dans l'impuissance et l'isolement?

Il l'explique à la lueur d'un de ces mots déconcertants, comme Thiébaud en avait parfois, qui révélaient chez l'intellectuel qu'il fut une grave méconnaissance de cette force créatrice de la pensée à laquelle tout finit par céder dans le monde.

Ecoutons Barrès :

Moi aussi j'ai retenu de lui une phrase. Il y a ainsi des mots qui se fixent pout jamais dans notre esprit qu'ils ont une première fois étonné. Et ce mot de Thiébaud m'aide à comprendre l'échec si complet et si extraordinaire de cet homme supérieur.

Un soir d'été, — voilà combien d'années de cela? quinze ans, vingt ans? — comme nous dînions ensemble, et que nous causions en tête à tête du seul sujet, à mille aspects, que nous ayons pris et repris, les uns et les autres, pendant toute notre activité, à savoir les chances de résurrection de la France, Thiébaud me dit :

— Vous parlez volontiers de Taine et de Renan, vous faites grand cas des *Origines du Christianisme* et des *Origines de la France contemporaine*. Mais qu'est-ce que ces ouvrages-là, livres de quelques mandarins et lettrés, auprès d'une campagne bien menée dans le *Petit Journal!*

Je fus stupéfait de cette appréciation. Je ne me doutais pas qu'il existât au monde un esprit pour méconnaître ainsi l'échelle des valeurs et les conditions d'une influence vraie. Je n'ai jamais écouté les discours de Thiébaud ou lu ses articles sans me rappeler cette opinion qu'il m'avait ainsi exprimée, et sans réfléchir à tout ce qu'une telle erreur devait nécessairement entraîner d'efforts inutiles et de déceptions. Pour moi, Georges Thiébaud, doué d'admirables qualités comme écrivain et plus encore comme orateur, a mal pesé ce qui compte et ce qui dure, et a voulu se faire entendre d'un immense public indéfini, c'est-à-dire d'un désert, tandis que la grande affaire, c'est d'aller perpétuellement jusqu'à la limite de sa propre pensée, de s'obliger à se définir et à se perfectionner, dut-on n'être suivi d'abord que d'une poignée de ses pairs.

Magnifique langage, et qui fait bien comprendre ce qui manquait à Thiébaud, malgré tout son talent, pour être un véritable chef politique. On remarquera que Barrès et Maurras, très inégalement sympathiques au disparu, sont cependant d'accord pour reconnaître l'existence chez lui d'une lacune dans le jugement. Cette identité d'apréciation est impressionnante.

entreprise de remuer la Province — tentative que de puissantes Ligues, disposant d'état-majors nombreux et de millions, ont vainement cherché à recommencer depuis.

Ce fut le succès foudroyant du mouvement Boulangiste...

On sait le reste : les arrêts, le conseil d'enquête, la mise à la retraite du général, sa popularité toujours grandissante. On arriva, enfin, à cette triomphale élection du 27 janvier 1889, qui fut le plus beau et le dernier triomphe du Boulangisme.

Chacun savait la journée décisive. L'ennemi avait fourni son suprême effort et avait été vaincu. L'Armée, tout entière boulangiste, était prête à acclamer un coup de force ratifiant le verdict populaire. La police se reconnaissait impuissante à l'empêcher. Place de la Madeleine et dans les avenues voisines, trois cent mille parisiens, ivres d'enthousiasme, acclamaient Boulanger, qui se tenait au restaurant Durand, entouré de son état-major. On le suppliait de donner le signal, de marcher sur l'Elysée. Le général tergiversait...

A minuit Thiébaud tira sa montre : « Général, depuis une minute votre popularité décroît ! » Les Parisiens, las de crier en vain, s'allèrent en effet coucher après minuit.

L'heure décisive était passée ; l'occasion d'agir ne se représenta jamais plus. Le général donna même, par sa fuite quand on le menaça d'une Haute Cour, le coup de grâce à l'enthousiasme de ses partisans. De ce piteux échec d'une campagne admirablement conçue et menée, Thiébaud était bien innocent. Nul cavalier ne peut être vainqueur quand son cheval se dérobe obstinément.

Mais l'ennemi, toujours vigilant, avait eu trop peur pour ne pas mettre en surveillance, pour la vie entière, l'homme qui, sans autre ressource que son audace, avait créé le Boulangisme. Désormais, une sourde conspiration enveloppa Thiébaud de ses rêts ténébreux, l'enlaça, l'isola... Il a expié toute sa vie le crime d'avoir essayé de sauver la France et d'avoir, plus qu'aucun autre, été sur le point d'y réussir.

LA BRUYÈRE ET LA GUERRE

Les quelques pages ci-après, détachées des *Caractères* de La Bruyère, montrent qu'au temps de Louis XIV les commentaires sur la Guerre ressemblaient singulièrement à ceux que nous entendons autour de nous aujourd'hui :

Le peuple, paisible dans ses foyers, au milieu des siens, et dans le sein d'une grande ville où il n'a rien à craindre ni pour ses biens ni pour sa vie, respire le feu et le sang, s'occupe de guerres, de ruines, d'embrasements et de massacres, souffre impatiemment que des armées qui tiennent la campagne ne viennent point à se rencontrer, ou, si elles sont une fois en présence, qu'elles ne combattent point, ou, si elles se mêlent, que le combat ne soit pas sanglant et qu'il y ait moins de dix mille hommes sur la place. Il va même souvent jusqu'à oublier ses intérêts les plus chers, le repos et la sureté, par l'amour qu'il a pour le changement et par le goût de la nouveauté ou des choses extraordinaires. Quelques-uns consentiraient à voir une autre fois les ennemis aux portes de Dijon ou de Corbie, à voir tendre des chaînes et faire des barricades, pour le seul plaisir d'en dire ou d'en apprendre la nouvelle.

Démophile, à ma droite, se lamente et s'écrie : Tout est perdu ; c'est fait de l'Etat ; il est du moins sur le penchant de sa ruine. Comment résister à une si forte et si générale conjuration ? Quel moyen, je ne dis pas d'être supérieur, mais de suffire seul à tant et de si puissants ennemis ? Cela est

sans exemple dans la monarchie. Un héros, un Achille y succomberait. On a fait, ajoute-t-il, de lourdes fautes : je sais bien ce que je dis, je suis du métier, j'ai vu la guerre, et l'histoire m'en a beaucoup appris. Il parle là-dessus avec admiration d'Olivier le Daim et de Jacques Cœur; c'étaient là des hommes, dit-il, c'étaient des ministres. Il débite ses nouvelles, qui sont toutes les plus tristes et les plus désavantageuses que l'on pourrait feindre : tantôt un parti des nôtres a été attiré dans une embuscade, et taillé en pièces; tantôt quelques troupes renfermées dans un château se sont rendues aux ennemis à discrétion, et ont passé par le fil de l'épée. Et, si vous lui dites que ce bruit est faux, et qu'il ne se confirme point, il ne vous écoute pas; il ajoute qu'un tel général a été tué; et bien qu'il soit vrai qu'il n'a reçu qu'une légère blessure, et que vous l'en assuriez, il déplore sa mort, il plaint sa veuve, ses enfants, l'Etat; il se plaint lui-même : *il a perdu un bon ami et une grande protection.* Il dit que la cavalerie allemande est invincible; il pâlit au seul nom des cuirassiers de l'empereur. Si l'on attaque cette place, continue-t-il, on lèvera le siège, ou l'on demeurera sur la défensive sans livrer de combat; ou, si on le livre, on le doit perdre; et, si on le perd, voilà l'ennemi sur la frontière. Et, comme Démophile le fait voler, le voilà dans le cœur du royaume : il entend déjà sonner le beffroi des villes, et crier à l'alarme ; il songe à son bien et à ses terres : où conduira-t-il son argent, ses meubles, sa famille? où se réfugiera-t-il? en Suisse, ou à Venise?

Mais, à ma gauche, *Basilide* met tout d'un coup sur pied une armée de trois cent mille hommes; il n'en rabattrait pas une seule brigade : il a la liste des escadrons et des bataillons, des généraux et des officiers; il n'oublie pas l'artillerie ni le bagage. Il dispose absolument de toutes ces troupes : il en envoie tant en Allemagne et tant en Flandre; il réserve un certain nombre pour les Alpes, un peu moins pour les Pyrénées, et il fait passer la mer à ce qui lui reste. Il connaît les marches de ces armées, il sait ce qu'elles feront et ce qu'elles ne feront pas; vous diriez qu'il ait l'oreille du prince ou le secret du ministre. Si les ennemis viennent de perdre une

bataille où il soit demeuré sur la place quelque neuf à dix mille hommes des leurs, il en compte jusqu'à trente mille, ni plus ni moins; car ses nombres sont toujours fixes et certains, comme de celui qui est bien informé. S'il apprend le matin que nous avons perdu une bicoque, non seulement il envoie s'excuser à ses amis qu'il a la veille conviés à dîner, mais même ce jour-là il ne dîne point, et, s'il soupe, c'est sans appétit. Si les nôtres assiégent une place très forte, très régulière, pourvue de vivres et de munitions, qui a une bonne garnison, commandée par un homme d'un grand courage, il dit que la ville a des endroits faibles et mal fortifiés, qu'elle manque de poudre, que son gouverneur n'a pas d'expérience et qu'elle capitulera après huit jours de tranchée ouverte. Une autre fois il accourt tout hors d'haleine, et après avoir respiré un peu; Voilà, s'écrie-t-il, une grande nouvelle; ils sont défaits, et à plate couture; le général, les chefs, du moins une bonne partie, tout est tué, tout a péri. Voilà, continue-t-il, un grand massacre, et il faut convenir que nous jouons d'un grand bonheur. Il s'assied, il souffle après avoir débité sa nouvelle, à laquelle il ne manque qu'une circonstance, qui est qu'il est certain qu'il n'y a point eu de bataille.

VARIÉTÉS HISTORIQUES

Le « VIEUX DIEU ALLEMAND »

Sous ce titre, notre collaborateur SAINT-CHRISTO a publié dans l'*Intermédiaire des Chercheurs et Curieux*, deux notes fort remarquées, que nous sommes heureux de reproduire ci-après :

LE « VIEUX DIEU ALLEMAND ». — Les invocations de Guillaume II au « vieux Dieu allemand » ont causé quelque scandale dans le monde. On s'est étonné de voir le kaiser placer sous le patronage de la Divinité les massacres et les crimes de toute sorte perpétrés par l'armée allemande. Il est sacrilège, a-t-on dit, de se réclamer du Christ quand on commet des atrocités systématiques.

Mais est-ce bien au Christ que pense Guillaume II quand il parle du « vieux Dieu allemand »? Je suis plutôt porté à admettre qu'il s'agit là d'une formule ésotérique, destinée à tromper la masse et à lui faire croire que l'empereur parle du Dieu des chrétiens, tandis que les renseignés comprennent qu'il s'agit d'Odin, qui est bien en effet, le « vieux Dieu « de la race germanique.

C'est très sérieusement que je formule cette hypothèse.

L'Allemagne, que Charlemagne a baptisée de force, est restée beaucoup plus Odinique qu'on ne le croit communément. Sur son sol, à côté des abbayes et des cathédrales chrétiennes, ont subsisté longtemps des groupements et des temples, secrets ou publics, dédiés à Odin et aux Ases. Au témoignage de Zeller (*Origines de l'Allemagne*, I) on sacrifiait encore à la déesse Ertha, dans l'Allemagne du Nord, en 1133. A la même époque, la religion Odinique, combattue dans l'Allemagne de l'Ouest et du Sud, avait son centre à Upsal, en Suède, où l'on sacrifiait à Odin, à Thor et à tous les dieux du Walhalla. Au XIVe siècle, une des préoccupations des Chevaliers Teutoniques était d'empêcher les Prussiens d'offrir des sacrifices humains à Odin et à Thor. On trouve des traces d'Odinisme en Allemagne, même à l'époque de la Réforme.

N'en trouve-t-on pas aujourd'hui encore, et jusque dans le peuple ? Sur la porte d'un grand nombre de fermes allemandes on voit, fixée, une tête de cheval. C'est le vieux signe de reconnaissance qui désignait jadis les initiés aux mystères d'Odin. Dans chaque champ, à la moisson, la dernière gerbe est abandonnée et nul n'y touche ; on faisait de même dans la Germanie de jadis, cette gerbe étant réservée au cheval d'Odin. Ajoutons que, depuis un siècle, et surtout depuis 50 ans, les études odiniques ont été en grand honneur en Allemagne. Je connais le cas de hautes personnalités allemandes qui déclaraient récemment le Christianisme « affadissant et déprimant », tout juste « bon pour des Latins », et qui estimaient qu'il fallait au peuple allemand une « religion allemande ». Les chefs de l'armée allemande se sont-ils ralliés à cette manière de voir et adorent-ils en secret le « vieux Dieu allemand » ?

Cela expliquerait bien des choses. La religion d'Odin et de Thor est, en effet, celle de la guerre et surtout du sang. Qu'on médite ce fragment d'une vie de saint Sever, écrite au VIII[e] siècle :

« De même que, chez les bêtes des forêts, la férocité varie suivant les espèces, ainsi chez ces barbares, la cruauté prenait une forme différente suivant leur caractère, leurs habitudes et surtout leurs superstitions. La plupart encore affiliés au culte d'Odin, croyaient se faire bien venir de leurs dieux par des sacrifices humains, mais de différentes manières. Les uns n'immolaient que leurs ennemis et leurs prisonniers ; les autres égorgeaient de préférence leurs compatriotes et même leurs proches parents : pour quelques-uns l'innocence même de la victime avait un prix de plus : ils versaient avec délices le sang des faibles, des innocents, des vierges et des prêtres. » (Cité par Zeller, *Origines* I, 274).

Voilà qui rend assez bien l'esprit odinique et germain.

Au premier siècle avant le Christ, les Germains pendaient par le nerf de la cuisse leurs prisonniers de guerre romains aux arbres consacrés à Odin et à Thor. En 496, les hordes germaniques défaites à Tolbiac avaient pratiqué ce vieux rite odinique au cours de leur invasion en France : nos annales le constatent formellement. Les rites sanguinaires étaient encore en honneur, en Prusse et en Poméranie, à une époque qui correspond chez nous au règne de saint Louis... Faut-il en conclure que le retour vers la Barbarie qui se manifeste chez les Allemands de nos jours est dû à une résurrection des mystères du « vieux Dieu Allemand », au moins dans les classes dirigeantes ? Je pose la question.

N'oublions pas qu'Henri Heine avait prédit que l'instant viendrait « où Thor se réveillerait, prendrait son marteau et mettrait en pièces les cathédrales gothiques ».

N'est-ce pas fait ?

SAINT-CHRISTO.

Cette note a été suivie d'une deuxième communication, que voici, dans laquelle notre collaborateur précise son point de vue et fournit de nouveaux arguments.

On remarquera l'importante contribution de Maurice Barrès à ce second article.

Le « **VIEUX DIEU ALLEMAND** » (LXXI, 3). — Mon hypothèse sur la véritable signification de l'appel fait par le Kaiser au « vieux Dieu Allemand » m'a déjà valu des lettres et certaines critiques.

Plusieurs de mes correspondants ont peine à admettre que le vernis de Christianisme de l'Allemagne moderne recouvre une réalité païenne, et que Guillaume II, chef de l'Eglise Evangélique de Prusse, puisse être, même d'une manière symbolique et philosophique, un fidèle d'Odin et de Thor.

Je recommande à ceux qui ne peuvent voir dans notre ennemi un adepte de l'ancienne religion de sa race de relire avec attention l'hymne qu'il dédia au dieu Ægir, et dont l'exécution solennelle, à l'occasion du lancement d'un navire de guerre, fit sensation en son temps.

Cette invocation au Neptune du Walhalla germanique coïncidait avec la proclamation que l'avenir de l'Allemagne était « sur la mer ». On ne songea alors qu'à plaisanter l'impérial compositeur. Je demande, moi, si un wiking dévot, plaçant sa flotte naissante sous la protection du dieu de l'océan germain, eut agi autrement que le faisait le Kaiser?... L'Hymne à Ægir » composé par lui, dirigé par lui, le bâton de chef d'orchestre en main, un jour de fête navale, c'était un acte de foi, l'équivalent du baptême chrétien de nos vaisseaux.

Je prie, d'ailleurs, mes contradicteurs de noter que sur cette grave question de la persistance de l'Odinisme au-delà du Rhin mon sentiment est d'accord avec celui d'une des plus lucides intelligences de la littérature française : je veux parler de notre grand Maurice Barrès, l'écrivain qui a le mieux montré tout ce que recélait de barbarie atavique l'apparente civilisation de l'Allemagne moderne.

Barrès m'écrit, en effet :

« Votre note est tout ce qu'il y a de plus intéressant.
« Nous sommes d'accord sur cette conception du « vieux Dieu
« allemand. J'en ai dit un mot dans une proposition pour la fête
« nationale de Jeanne d'Arc, il y a quelque temps. »

Et il me signale le passage suivant de l'exposé des motifs de sa proposition de loi, passage que je suis impardonnable de n'avoir pas reproduit plus tôt dans mon argumentation :

« La vierge guerrière qui nous montre le chemin par où chasser
« l'envahisseur, montre en même temps à l'univers le visage héroïque
« et bienveillant de la vaillance française. C'est bon aux Allemands,
« s'ils veulent exalter les vertus qui les ont faits grands et qui
« peuvent les faire plus grands, d'aller chercher des modèles dans
« le fond des époques barbares. Ils ont installé l'effigie du roi des

« Vandales dans leur temple du Walhalla, dédié aux héros qu'ils « jugeaient dignes de provoquer leur enthousiasme et de former « leurs âmes. Leurs savants, depuis un siècle, recueillent toutes les « épaves des races païennes, tous les héros qui sont des conseillers « du massacre et du pillage, et s'efforcent pédantesquement de les « introduire au fond de la conscience nationale de la Germanie. Si « l'on veut comprendre ce que signifient ces appels constants et « monotones de Guillaume II à son « vieux Dieu », il faut savoir « que ce « vieux Dieu », dont l'usage, nous dit-on sans rire, est « spécialement réservé à l'empereur, n'est rien moins que le Dieu « Odin, le Père universel qui, dans le brouillard du Nord, entouré « des Vierges sanglantes, préside à des tueries indéfinies, mêlées « d'affreuses ivrogneries. Ah! la Belgique et nos provinces « envahies attestent à l'univers ce que sait faire un peuple formé « dans une admiration religieuse pour les plus effroyables scènes « de l'humanité primitive et qui fait d'une mythologie féroce ses « grands textes sacrés. »

Voilà qui est admirablement dit. Maurice Barrès, d'ailleurs, dans un récent article, l'*Agonie dans les Etangs*, a été amené à illustrer d'un exemple saisissant la thèse de la survie de l'Odinisme, et il demande : « Leurs dieux suivent-ils ces Barbares? »

Ce qu'on ne saurait, en tout cas, nier, c'est que les Barbares sont hantés par l'idéal de leurs anciens dieux.

Je répète que c'est ce qu'avait prédit Henri Heine, que j'ai cité de mémoire, l'autre jour, et dont voici le texte exact.

Après avoir annoncé que la civilisation disparaîtra d'une Allemagne déchristianisée et qu'alors « débordera de nouveau la féro- « cité des anciens combattants », Henri Heine ajoutait, en 1834, dans son livre sur l'*Allemagne* : « Alors, et ce jour, hélas! viendra, « les vieilles divinités guerrières se lèveront de leurs tombeaux « fabuleux et essuieront de leurs yeux la poussière séculaire : Thor « se dressera avec son marteau gigantesque et détruira les cathé- « drales gothiques. »

Thor a passé à Louvain, à Malines, à Reims, à Arras...

SAINT-CHRISTO.

Le Gérant : Flavien BRENIER.

Evreux, Imprimerie de l'Eure, 6, rue du Meilet. — G. Poussin, Dr.

Flavien Brenier